

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4587

[2008/204605]

13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, relatif aux contrats de rivière

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment son article D.32;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mai 2008;
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2008;
 Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 25 juin 2008;
 Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 24 juin 2008;
 Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.049/4, rendu le 18 septembre 2008;
 Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;
 Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux contrats de rivière

Article 1^{er}. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le libellé suivant est inséré sous le titre IV "Action de coordination" :

« CHAPITRE I^{er}. — Programme de mesures et plan de gestion »

Art. 2. Dans le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les dispositions suivantes sont insérées après l'article R. 44 :

« CHAPITRE II. — Contrats de rivière

Section 1^{re}. — Définitions

Art. R.45. Pour l'application des dispositions du présent chapitre, il faut entendre par :

1° "administration" : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, Département de l'Environnement et de l'Eau;

2° "administrations compétentes" : Département de l'Environnement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, le Commissariat général au Tourisme, la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques;

3° "comité de rivière" : assemblée générale du contrat de rivière;

4° "contrat de rivière" : association de personnes constituée sous la forme d'une personne morale dotée de la personnalité juridique, rassemblant, sur base volontaire, tous les acteurs concernés par la gestion durable de l'eau dans le sous-bassin hydrographique concerné et matérialisée au travers d'un protocole d'accord;

5° "coordinateur" : personne physique désignée et engagée par le contrat de rivière aux fins d'élaborer le protocole d'accord et de veiller à son exécution;

6° "dossier préparatoire au contrat de rivière" : dossier à constituer par l'initiateur, indispensable à la reconnaissance du contrat de rivière par le Ministre, qui expose les objectifs que les parties concernées se proposent d'atteindre par le biais de la création du contrat de rivière et esquisser les moyens à mettre en place pour y parvenir. Il contient notamment l'engagement de chaque commune et province concernée de financer la phase d'élaboration du protocole d'accord pendant toute la durée de celle-ci.

7° "groupes de travail" : groupes thématiques constitués des administrations compétentes, de bénévoles et de représentants d'associations citoyennes, de communes et d'intercommunales appelés à formuler des propositions sur des problématiques spécifiques;

8° "initiateur" : personne(s) physique(s) ou morale(s), qui élabore(nt) un projet de contrat de rivière et pouvant être un ou des pouvoirs locaux, opérateurs du cycle de l'eau ou associations;

9° "Ministre" : le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions;

10° "protocole d'accord" : document élaboré par le coordinateur de projet en collaboration avec les groupes de travail, et en concertation avec chaque organisme représenté au contrat de rivière et approuvé par le comité de rivière, fixant les objectifs que chacun s'engage à réaliser dans une période de trois années, visant à concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du sous-bassin hydrographique concerné. Il contient l'engagement de chaque commune, de chaque province concernée et de la Région wallonne de financer la phase d'exécution du protocole d'accord pendant toute la durée de celle-ci. Le protocole d'accord approuvé par le Ministre est signé conjointement par les Ministres fonctionnels des administrations compétentes et par tous les membres du comité de rivière.

Section 2. — Organisation du contrat de rivière

Art. R.46. Chaque contrat de rivière est constitué dans une forme qui permet l'octroi de la personnalité juridique, dont il est l'unique objet social.

Le contrat de rivière a vocation à accueillir de nouveaux membres et est organisé de manière à permettre l'adhésion ou la participation active de personnes concernées par la gestion durable de l'eau au sein du territoire géographique couvert par le contrat de rivière.

Le comité de rivière se réunit au moins deux fois l'an.

Le conseil d'administration est composé de manière représentative et proportionnelle, parmi les membres du comité de rivière, des groupes visés à l'article D.32., § 1^{er}, alinéa 2, ainsi que, dès sa désignation selon la procédure prévue à l'article R.49, § 2, du coordinateur.

Le coordinateur est l'administrateur délégué à la gestion journalière, et chargé de la représentation du contrat de rivière vis-à-vis des tiers, au besoin au sein d'un bureau.

Section 3. — Champ d'application géographique

Art. R.47. L'aire de compétences d'un contrat de rivière s'étend aux limites géographiques de l'un des quinze sous-bassins hydrographiques visés à l'article D.7.

Section 4. — Missions des contrats de rivière

Art. R.48. § 1^{er}. Dans le cadre de leur mission d'élaboration et d'exécution du protocole d'accord visé à l'article D.32, et par le biais de la concertation, de la sensibilisation et de l'information de tous les utilisateurs de la rivière, les contrats de rivière :

- 1° organisent et tiennent à jour un inventaire de terrain;
- 2° contribuent à faire connaître les objectifs visés aux articles D.1^{er} et D.22 et participent à la réalisation de ces objectifs;
- 3° contribuent à la mise en œuvre des plans de gestion par bassin hydrographique;
- 4° favorisent la détermination d'actions par les groupes de travail visés à l'article R.52, § 2;
- 5° participent à la consultation du public organisée dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion par bassins hydrographiques et visés aux articles D.1^{er} et D.22;
- 6° assurent l'information et la sensibilisation des acteurs locaux et de la population qui réside dans les limites géographiques du contrat de rivière, notamment par le biais d'événements et de publications;
- 7° contribuent, sur décision du Gouvernement, en vue d'une participation à la gestion intégrée du cycle de l'eau, à la réalisation de tâches techniques spécifiques selon les méthodologies élaborées par la Région wallonne, tels le registre des zones protégées visé à l'article D.18, l'agenda 21 local, les plans communaux d'environnement et de gestion de la nature visés à l'article D.48 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le plan de prévention et de lutte contre les inondations et leurs effets sur les sinistrés (plan P.L.U.I.E.S.) adopté par le Gouvernement wallon le 9 janvier 2003, le régime de gestion active prévu à l'article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 8° assurent le suivi des actions visées dans le protocole d'accord.

§ 2. Dans leur travail de sensibilisation, les contrats de rivière agissent en synergie avec les autres outils de sensibilisation agréés, notamment les Centres régionaux d'Initiation à l'Environnement (CRIE) prévus aux articles D.21 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et les parcs naturels visés par le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels.

Section 5. — Initialisation du contrat de rivière

Art. R.51. § 1^{er}. Des pouvoirs locaux, des opérateurs du cycle de l'eau ou des associations peuvent désigner un initiateur chargé d'élaborer un projet de contrat de rivière et de proposer aux communes et provinces concernées du sous-bassin hydrographique d'adhérer à ce projet.

L'initiateur constitue ensuite un dossier préparatoire au contrat de rivière, dont le contenu minimal est fixé à l'annexe LV, point A. Ce dossier reprend les éléments pertinents de l'état descriptif du sous-bassin hydrographique visé à l'article D.17.

§ 2. Lorsque plusieurs communes et la ou les province(s) concernée(s) ont marqué leur accord sur le dossier préparatoire, l'initiateur introduit celui-ci auprès de l'administration.

Après avis de la Commission consultative de l'Eau, et sur proposition de l'administration, le Ministre approuve, le cas échéant, le dossier préparatoire et la création du contrat de rivière.

Dans ce cas, il marque son accord sur l'octroi d'un subside pour la phase d'élaboration du protocole d'accord visée aux articles R.52 et R.53, dans les limites des crédits budgétaires disponibles et pour autant que les conditions visées aux articles R.55 et R.56 soient remplies.

Il notifie sa décision à l'initiateur.

§ 3. Dès réception de la notification de la décision du Ministre, l'initiateur procède aux formalités constitutives de la personne morale que constitue le contrat de rivière, dont les statuts doivent prévoir, outre les compétences qui lui sont spécialement dévolues par les dispositions régissant la forme de la personne morale choisie, les missions visées à l'article R.48. Le comité de rivière arrête son règlement d'ordre intérieur et procède à la désignation du coordinateur selon les modalités visées à l'article R.49.

Section 6. — Coordinateur du contrat de rivière

Art. R.49. § 1^{er}. Le coordinateur est titulaire au minimum d'un diplôme universitaire de deuxième cycle ou d'enseignement supérieur non universitaire de type long, chacun comprenant ou complété par une formation théorique d'un minimum de 300 heures dans le domaine de l'environnement, avec un contenu pluridisciplinaire portant sur les sciences et techniques relatives à l'environnement.

Il est engagé sur décision motivée par le contrat de rivière pour l'élaboration et pour l'exécution du protocole d'accord. Le coordinateur est engagé dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.

§ 2. Le conseil d'administration constitue un jury, composé de manière représentative des membres du comité de rivière dont l'administration, afin de procéder à la désignation du coordinateur et des éventuels coordinateurs adjoints. Le jury détermine le profil souhaité du coordinateur et lance un appel à candidature. Le jury opère une première sélection sur la base des *curriculum vitae* des candidats et lettres de motivation reçues, et éventuellement d'un examen écrit, suivie d'une deuxième sélection sur la base d'un entretien oral. Le comité de rivière se prononce sur le classement des candidats sélectionnés établi par le jury et proposé par le conseil d'administration; il désigne le coordinateur et le ou les éventuel(s) coordinateur(s) adjoint(s).

Art. R.50. § 1^{er}. Le coordinateur élabore le protocole d'accord selon les modalités prévues à l'article R.52 et en organise l'exécution par chacun des signataires.

§ 2. Le coordinateur organise l'exécution des missions dévolues au contrat de rivière visées à l'article R.48. Il a en outre pour mission spécifique :

- 1° d'organiser et d'assurer la réalisation de l'inventaire de terrain;
- 2° d'assurer la participation du contrat de rivière aux actions dans lesquelles il est partenaire;
- 3° d'assurer la coordination et le suivi des actions menées au sein du contrat de rivière et d'informer les membres de l'état d'avancement de la réalisation de ces actions;
- 4° d'assurer la liaison et de favoriser le dialogue entre tous les membres du contrat de rivière, notamment par des concertations et des réunions d'information;
- 5° de s'assurer que les divers acteurs engagés soient régulièrement informés par leur représentant au comité de rivière;
- 6° d'assurer une dynamique de travail par l'animation des groupes de travail;
- 7° de rechercher et favoriser l'adhésion de nouveaux membres au contrat de rivière;
- 8° de faire connaître le contrat de rivière et ses actions, notamment par un bulletin de liaison au minimum trimestriel, et d'assurer les relations avec la presse;
- 9° d'assurer les tâches administratives.

§ 3. L'administration réunit les coordinateurs des contrats de rivière tous les trois mois afin d'encadrer et de coordonner leurs missions notamment concernant la mise en œuvre des objectifs visés aux articles D.1^{er} et D.22, et l'élaboration et la révision des plans de gestion par bassin hydrographique visés à l'article D.24.

Section 7. — Protocole d'accord

Art. R.52. § 1^{er}. L'élaboration du protocole d'accord, en ce compris sa signature, dure au maximum trois ans à dater de la notification de la décision du Ministre visée à l'article R.51, § 2.

§ 2. Sur la proposition du coordinateur, le comité de rivière constitue des groupes de travail sur des thématiques ciblées appropriées aux besoins du sous-bassin hydrographique concerné par le contrat de rivière ou rassemblent des acteurs déterminés. Les administrations compétentes participent à chacun de ces groupes de travail.

§ 3. Le coordinateur réalise un inventaire de terrain selon la méthodologie précisée par l'Administration.

L'inventaire de terrain comprend au minimum :

- 1° un constat des dégradations sur la partie du réseau hydrographique déterminée par décision du comité de rivière;
- 2° l'identification et la hiérarchisation des données prioritaires inventoriées sur la partie du réseau hydrographique concerné et approuvés par le comité de rivière;
- 3° l'information du public des résultats de l'inventaire.

Durant la phase de réalisation de l'inventaire de terrain, les contrats de rivière fournissent à l'administration, à première demande, les données brutes collectées dans le cadre de l'inventaire de terrain, afin de compléter les banques de données et les documents cartographiques pertinents pour la gestion des cours d'eau, accessibles au public en vertu de l'article D.20.15 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le coordinateur peut être assisté de bénévoles ou d'un ou plusieurs expert(s) désignés par le Comité de rivière.

L'inventaire de terrain est intégré au protocole d'accord.

§ 4. L'administration intègre les données prioritaires de l'inventaire de terrain dans l'état descriptif du sous-bassin hydrographique visé à l'article D.17 et en tient compte lors de l'établissement ou de la révision du plan de gestion par sous-bassin hydrographique visé à l'article D.24, § 2, et du programme de mesures visé à l'article D.23.

Sur la base du dossier préparatoire, de l'inventaire de terrain et des données reprises dans le plan de gestion par sous-bassin hydrographique visé à l'article D.24, § 2, le coordinateur établit un projet de protocole d'accord qui :

- rappelle les différents usages locaux du cours d'eau et de ses abords, ainsi que les intérêts représentatifs de ces usages;
- énonce les éléments de valeur liés au milieu aquatique et à son environnement dans la zone considérée;
- énonce l'ensemble des propositions adoptées en concertation tant dans le domaine curatif (solutions aux nuisances existantes) que dans le domaine préventif (maintien et protection des éléments de valeur). Ces propositions s'intègrent dans le programme de mesures établi dans le plan de gestion par bassin hydrographique;
- établit, en concertation avec chaque organisme représenté au contrat de rivière, la liste des actions pour lesquelles des accords ont pu être dégagés, avec pour chacune d'elles : l'accord écrit de chaque maître d'œuvre, le ou les objectif(s) poursuivi(s), les moyens nécessaires (notamment humains, technologiques et réglementaires), les besoins financiers, les engagements de financement, le planning et le degré d'urgence;
- comprend un programme de sensibilisation du public et des institutions scolaires, notamment en ce qui concerne les droits et devoirs de chacun en rapport avec les objectifs visés;
- précise les méthodes de participation et la méthodologie générale qui sera suivie;
- définit les domaines d'activité sur lesquels portera le programme d'actions;
- considère comme échelles de travail et d'évaluation de référence le bassin hydrographique wallon, le sous-bassin hydrographique ainsi que les masses d'eau de surface, les masses d'eau souterraines et le registre des zones protégées visé à l'article D.18;
- reprend le détail des postes budgétaires liés au fonctionnement du contrat de rivière pour l'exécution du protocole d'accord, le montant annuel de l'engagement de chaque commune et de chaque province concernée et le montant annuel de la subvention de la Région wallonne dans la participation au financement de celui-ci.

§ 5. Le coordinateur remet annuellement au comité de rivière, au plus tard le 30 juin, un rapport intermédiaire relatant l'évolution de la réalisation du protocole d'accord et le détail des problèmes rencontrés.

Les groupes de travail sont associés à l'élaboration et à la réalisation de l'inventaire de terrain et du protocole d'accord, sous la conduite dynamique du coordinateur.

Art. R.53. § 1^{er}. Le coordinateur soumet le projet de protocole d'accord à l'approbation du comité de rivière et remet le projet approuvé à l'administration, en quatre exemplaires, dans les 32 mois de la notification de la décision du Ministre visée à l'article R.51, § 2.

Sur base de l'avis donné par l'administration, le Ministre approuve le cas échéant le protocole d'accord dans les 30 jours de la réception du projet de protocole d'accord par l'administration. Il notifie sa décision au contrat de rivière concerné.

§ 2. Le protocole d'accord approuvé par le Ministre est signé conjointement par le Ministre et par tous les membres du comité de rivière; ces derniers s'engagent ainsi à mettre tous les moyens en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans les délais estimés par le protocole d'accord.

Si le contrat de rivière n'a pas présenté le projet de protocole d'accord à l'administration dans le délai maximal visé à l'article R.53, § 1^{er}, et que pour cette raison le protocole d'accord n'a pas pu être approuvé par le Ministre dans le délai de trois ans visé à l'article R.52, § 1^{er}, la durée de validité du protocole d'accord visée au § 3, est réduite de la durée excédentaire. La subvention régionale visée à l'article R.55 est réduite dans la même proportion, un mois commencé étant cependant déduit en entier.

§ 3. Le protocole d'accord a une durée de validité de trois ans à dater de la notification par le Ministre prévue au § 1^{er}, au terme desquels il peut être reconduit pour une durée identique.

§ 4. Le coordinateur assure la publicité et la diffusion du protocole d'accord dans l'ensemble du sous-bassin concerné. Des informations relatives aux contrats de rivière, comprenant notamment le protocole d'accord de chaque contrat de rivière, sont diffusées sur le site Internet Portail environnement de la Région wallonne et, le cas échéant, sur ceux des membres du contrat de rivière.

Section 8. — Evaluation de l'action des contrats de rivière et reconduction du protocole d'accord

Art. R. 54. § 1^{er}. Le coordinateur dresse un rapport annuel d'activités conformément à l'annexe LV, point B, et le soumet à l'approbation du comité de rivière. Les contrats de rivière existants au sein d'un même sous-bassin hydrographique élaborent un rapport d'activité coordonné. Le rapport approuvé est transmis à l'administration au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

§ 2. Durant la troisième année d'exécution du protocole d'accord, le coordinateur procède à l'évaluation des actions et leur mise à jour ainsi qu'à la réactualisation de l'inventaire de terrain visé à l'article R.52, §§ 3 et 4, et prépare un projet de reconduction du protocole d'accord comportant une mise à jour de l'inventaire de terrain. Le conseil d'administration soumet ce projet à l'approbation du comité de rivière.

§ 3. Le projet approuvé est soumis à l'administration au plus tard le 22 août de la troisième année de validité du protocole d'accord. L'administration procède à l'évaluation de l'action du contrat de rivière selon les critères suivants :

— les résultats concrets de l'action des contrats de rivière sur la qualité de l'eau et de l'environnement des cours d'eau concernés;

— la dynamique des groupes de travail et le bilan de leur action;

— le nombre et l'importance des actions programmées et le nombre et l'importance des actions réalisées;

— la qualité de l'inventaire de terrain;

— la vérification que la représentativité de chacun des groupes visés à l'article D.32 au sein du Comité de rivière et du Conseil d'administration est effective, et qu'aucun groupe n'a de prédominance sur les autres;

— le respect du profil et de la procédure de sélection du coordinateur visés à l'article R.49.

Sur proposition de l'administration, le Ministre marque le cas échéant son accord sur la reconduction du protocole d'accord; il notifie sa décision au contrat de rivière concerné. Si le Ministre marque son accord, le protocole d'accord est reconduit à dater du 22 décembre de l'année concernée.

Les protocoles d'accord sont reconduits au 22 décembre 2010, puis de trois ans en trois ans à partir de cette date.

Section 9. — Financement des contrats de rivière et conditions d'octroi des subsides

Art. R.55. § 1^{er}. Le financement du fonctionnement des contrats de rivière peut être pris en charge par :

— la Région wallonne;

— la (les) province(s);

— les communes;

— tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement les actions du contrat de rivière.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer aux contrats de rivière une subvention annuelle permettant d'assurer leur fonctionnement dont le montant maximum par sous-bassin hydrographique est fixé à l'annexe LV, point C. Le calcul de la subvention additionne un montant forfaitaire de € 60.000 et un montant variable, révisable tous les trois ans, calculé au moyen d'un ratio habitants/superficie du territoire couvert par le contrat de rivière de 50 %/50 %.

Le montant maximum visé à l'alinéa précédent est adapté annuellement à l'évolution de l'indice-santé, avec pour référence l'indice-santé de janvier 2008 : 107,85 (base 2004 = 100).

Les coûts de fonctionnement comprennent :

1° les dépenses relatives au personnel, dont le traitement du coordinateur, et le cas échéant à la consultation d'experts;

2° les coûts de consommation et fournitures relatifs à la réalisation des missions visées aux articles R.48 et R.50, § 2, et notamment la sensibilisation du public;

3° les charges inhérentes à l'occupation des infrastructures.

§ 3. Pour être éligible à l'octroi d'une subvention, un contrat de rivière est constitué sous la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

La subvention visée au § 2 peut être allouée une première fois pour l'élaboration du protocole d'accord dont la durée est fixée à l'article R.52, § 1^{er}. Le Ministre prend l'arrêté d'octroi de subvention dans les 30 jours de la publication aux annexes du *Moniteur belge* des statuts de la personne morale que constitue le contrat de rivière.

La subvention est ensuite allouée pour la durée de l'exécution du protocole d'accord visée à l'article R53, § 2, alinéa 3. Le Ministre prend l'arrêté d'octroi de subvention en même temps qu'il approuve le protocole d'accord conformément à l'article R.53, § 2.

§ 4. Le taux de la subvention annuelle est fixé à 70 % des coûts concernés au § 2 à charge de la Région wallonne et à 30 % à charge des communes et de la ou des province(s) concernée(s).

La part de la subvention régionale est conditionnée aux paiements des communes et de la ou des province(s) concernée(s).

Le Ministre divise, le cas échéant entre les contrats de rivière d'un même sous-bassin hydrographique, le montant maximal de la subvention de fonctionnement par sous-bassin hydrographique et alloue tout ou partie de ce montant au prorata de l'importance de chaque contrat de rivière concerné, estimée en fonction de la population et de la superficie couverte par celui-ci.

§ 5. Les contrats de rivière peuvent bénéficier d'aides complémentaires à leur subvention de fonctionnement pour la réalisation d'actions en relation avec les missions décrites aux articles R.48 et R.50, §§ 1^{er} et 2. Ces financements complémentaires peuvent provenir du secteur privé ou public en ce compris les co-financements européens.

§ 6. La subvention régionale est liquidée annuellement selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 50 % de la subvention, à la notification de la décision d'octroi de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable;

2° une deuxième tranche, d'un montant maximum égal à 30 % de la subvention, au plus tard le 30 septembre de l'année subventionnée sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable et accompagnée d'un rapport d'activités intermédiaire, d'un rapport comptable et des copies de la preuve de paiement des communes engagées et/ou des provinces;

3° le solde de la subvention est liquidée au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année subventionnée, sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention, du rapport annuel d'activités et des comptes annuels conformément à l'annexe LV, point B. Le rapport et les comptes annuels doivent être approuvés par le comité de rivière.

§ 7. Dans le cas visé à l'article R.53, § 3, alinéa 2, le montant de la subvention régionale est réduit au prorata de la réduction de la durée de validité du premier protocole d'accord.

Art. R.56. La reconduction du protocole d'accord et de la subvention est subordonnée à l'évaluation prévue à l'article R.54. En cas d'évaluation négative, le Ministre peut décider de réduire, pour une période qu'il détermine, ou de supprimer le financement du contrat de rivière concerné. La subvention ne peut être reconduite qu'à la condition que le projet de reconduction du protocole d'accord ait été introduit à l'administration à la date fixée à l'article R.54, § 3, au plus tard. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 3. Par dérogation à l'article R.47 du Code de l'Eau, le Ministre peut autoriser le maintien de plusieurs contrats de rivière existants au sein d'un même sous-bassin hydrographique jusqu'au 22 décembre 2010.

Dans les nonante jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, une demande motivée de dérogation peut être introduite auprès du Ministre par un ou plusieurs contrat(s) de rivière sis au sein du même sous-bassin hydrographique.

Le Ministre sollicite l'avis du ou des autres contrats de rivière du sous-bassin. Sur avis de la Commission consultative de l'Eau et sur proposition de l'administration, le Ministre prend sa décision dans les cent jours de la réception de la demande. Il tient compte notamment de la disparité des contextes environnementaux et socio-économiques et de la superficie et du nombre d'habitants du bassin versant.

Lorsque le Ministre autorise le maintien de plusieurs contrats de rivière au sein d'un même sous-bassin hydrographique, les coordinateurs concertent leur méthode de travail (inventaires de terrain, définition d'objectifs communs, réalisation d'actions coordonnées, etc) afin de s'inscrire d'une manière logique et harmonieuse dans la mise en œuvre des protocoles d'accord.

Les contrats de rivière dont le Ministre refuse le maintien au sein d'un même sous-bassin hydrographique, ou à l'expiration de la dérogation temporaire qui leur est accordée, doivent fusionner dans un délai de huit mois à dater de la notification du refus ou de l'expiration de la dérogation temporaire. L'échéance du protocole d'accord après fusion est l'échéance du protocole d'accord du contrat de rivière créé à l'échelon du sous-bassin hydrographique, ou à défaut, est l'échéance la plus éloignée des protocoles d'accord des contrats de rivière préexistants, sans pouvoir dépasser le 22 décembre 2010. Le Ministre adapte en conséquence le calcul du montant de la subvention visé à l'article R.55.

Art. 4. Les contrats de rivière existants se conforment aux dispositions comprises aux articles R.46 et R.49 du Code de l'Eau sub article 2 dans un délai de huit mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. La personne physique engagée à la date du 1^{er} janvier 2008 dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée par un contrat de rivière constitué sous la forme d'une personne morale disposant de la personnalité juridique dont il est l'unique objet social, est dispensée de passer la sélection visée à l'article R.49, § 2, du Code de l'Eau sub article 2, pour autant qu'elle réponde au profil exigé à l'article R.49, § 1^{er}, du Code de l'Eau sub article 2.

En vue de la reconduction des protocoles d'accord à la date du 22 décembre 2010 visée à l'article R.54, § 3, du Code de l'Eau chaque contrat de rivière introduit auprès de l'administration un projet de reconduction du protocole d'accord, conformément à l'article R.54 du Code de l'Eau sub article 2, le 22 août 2010 au plus tard.

Par dérogation à l'article R.53, § 2, du Code de l'Eau sub article 2, les contrats de rivière conclus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur application pendant la durée de validité initialement fixée, sans pouvoir excéder le 22 décembre 2010.

Les contrats de rivière dont le protocole d'accord arrive à échéance en 2009 ou en 2010 peuvent solliciter la prorogation de celui-ci auprès du Ministre de manière à n'être reconduits que le 22 décembre 2010. Le Ministre peut accorder la prorogation après avoir vérifié que le contrat de rivière concerné s'est conformé aux obligations des articles R.46 et R.49 du Code de l'Eau et, pour les contrats de rivière qui bénéficient d'un subside régional en vertu de l'article R.55, § 2, du Code de l'Eau que les communes et provinces concernées ont marqué leur accord de continuer à financer le contrat de rivière à due proportion jusqu'au 22 décembre 2010.

Le montant de la subvention régionale est augmenté ou réduit au prorata de l'augmentation ou de la réduction de la durée du protocole d'accord opérée en application du présent article.

Art. 5. Il est ajouté, dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'annexe LV suivante :

« Annexe LV. — Dispositions relatives aux contrats de rivière

A. Contenu minimal du dossier préparatoire au contrat de rivière.

Le dossier préparatoire au contrat de rivière visé à l'article R.51 comprend au minimum les éléments suivants :

- 1° une présentation de l'initiateur;
- 2° la désignation du sous-bassin hydrographique concerné ou de la portion de sous-bassin hydrographique concernée par le projet et la liste des communes sur le territoire desquelles il (elle) est sis(e);
- 3° une étude bibliographique relative à la situation existante;
- 4° une définition de l'état initial du réseau hydrographique concerné, établi au départ des données disponibles;
- 5° un récapitulatif des intérêts ou problèmes locaux qui plaident en faveur de la mise en place d'un contrat de rivière;
- 6° La délibération des conseils communaux décidant d'adhérer au contrat de rivière et de financer celui-ci pour la durée de l'élaboration du protocole d'accord;
- 7° l'avis des collèges provinciaux, reprise dans les délibérations des collèges provinciaux sur le dossier si les provinces sont parties prenantes;
- 8° la mention de la forme associative ou sociétale choisie pour la création du contrat de rivière et le projet de statuts de la personne morale;
- 9° la nature et les résultats de l'ensemble des consultations déjà engagées;
- 10° les structures locales existantes qui acceptent de servir de relais pour l'élaboration du protocole d'accord et leurs moyens (appuis logistiques, techniques, scientifiques, financiers);
- 11° reprend le détail des postes budgétaires liés au fonctionnement du contrat de rivière durant l'élaboration du projet de protocole d'accord visé à l'article R.52, § 1^{er}, le montant annuel de l'engagement de chaque commune et de chaque province concernée dans la participation au fonctionnement de celui-ci pendant la durée d'élaboration du protocole d'accord;
- 12° la description des domaines d'activités du contrat de rivière;
- 13° la définition du cadre de travail : méthodologie générale, programme de travail et méthode de participation;
- 14° la composition précise du comité de rivière détaillant les groupes visés à l'article D.32, § 1^{er}, alinéa 2.

B. Rapport annuel d'activités.

Le rapport annuel d'activités contient au minimum :

- 1° l'état d'avancement général des missions du contrat de rivière;
- 2° le nombre d'actions prévues pour l'année écoulée;
- 3° le nombre et l'ampleur des actions effectivement réalisées dans l'année écoulée, classées en fonction de leur planning initial dans le programme (cette année-là, les années antérieures ou hors programme);
- 4° une synthèse succincte de chaque action menée (finalisée ou en cours);
- 5° la mise en place et l'état d'avancement de l'inventaire de terrain, de l'encodage et de la cartographie;
- 6° la rédaction d'un bulletin de liaison entre les membres du contrat de rivière;
- 7° les animations et sensibilisation du grand public et de publics ciblés;
- 8° une revue de presse;
- 9° les thématiques des groupes de travail et l'état d'avancement des travaux;
- 10° le nombre et les dates des entrevues avec les collèges communaux et provincial(aux), des réunions du Bureau, des groupes de travail, des réunions du comité de rivière;
- 11° la synthèse des points positifs et négatifs observés dans le courant de l'année écoulée, concernant tant la mise en œuvre des projets que la méthodologie générale développée, tels le taux de participation et les difficultés de mise en œuvre de certains projets;
- 12° la formulation de solutions préconisées par le comité de rivière pour améliorer les résultats du contrat de rivière (propositions de remédiation pour les années futures);
- 13° un tableau des études menées, reprenant au minimum leur intitulé, leur auteur, les objectifs poursuivis et les résultats obtenus;
- 14° le relevé des dépenses effectuées pendant l'année écoulée suivant les différents postes budgétaires (personnel, déplacements, fonctionnement, sous-traitance, information, sensibilisation), approuvé par le comité de rivière;
- 15° les montants prévisionnels de l'année suivante budgétisés pour les différents postes, approuvés par le comité de rivière.

En annexe du rapport annuel sont joints :

- 1° les coordonnées des participants effectifs, aux réunions des collèges communaux et provincial(aux), du conseil d'administration, aux groupes de travail, aux réunions de l'assemblée générale du contrat de rivière;
- 2° les procès-verbaux, sur format papier et sur support informatique, de ces réunions;
- 3° un exemplaire de tous les documents rédigés et diffusés par le contrat de rivière en matière d'information et de sensibilisation, tels que toutes boîtes et plaquettes d'information.

C. Montant des subventions régionales de fonctionnement par sous-bassin hydrographique :

Sous-bassin hydrographique	Montant annuel maximal de la part régionale de la subvention de fonctionnement * (euros)
Amblève	95.167,49
Dendre	89.796,63
Dyle-Gette	113.621,74
Escaut-Lys	105.829,86
Haine	129.564,30
Lesse	100.463,39
Meuse amont	133.240,63
Meuse aval	193.601,39
Moselle	83.511,78
Oise	2.312,41
Ourthe	122.497,21
Sambre	176.904,03
Semois-Chiers	117.570,47
Senne	98.935,35
Vesdre	102.983,32
TOTAL	1.666.000,00

* Dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

La part de la subvention régionale est conditionnée aux paiements des communes et de la ou des province(s) concernée(s). »

Art. 6. La circulaire ministérielle du 20 mars 2001 relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne est abrogée.

Art. 7. L'article D.32 du Livre II du Code de l'Environnement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4587

[2008/204605]

13. NOVEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezüglich der Flussverträge

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere seines Artikels D.32;

Aufgrund des am 29. Mai 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Juni 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 24. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 18. September 2008 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 45.049/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Bestimmungen bezüglich der Flussverträge

Artikel 1 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird unter dem Titel IV "Koordinierungsaktion" folgender Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL I — Maßnahmenprogramm und Bewirtschaftungsplan»

Art. 2 - In Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden nach Artikel R.44 folgende Bestimmungen eingefügt:

«KAPITEL II — Flussverträge

Abschnitt 1 — Definitionen

Art. R.45 - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser;

2° "zuständige Verwaltungen": die Abteilung Umwelt der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die operative Generaldirektion lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit, die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, das Generalkommissariat für Tourismus, die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege;

3° "Flussausschuss": die Generalversammlung des Flussvertrags;

4° "Flussvertrag": die Vereinigung von Personen, die die Form einer mit Rechtspersönlichkeit ausgestatteten juristischen Person hat, die auf freiwilliger Grundlage alle von der nachhaltigen Bewirtschaftung des Wassers im betroffenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Akteure vereinigt und die durch ein Vereinbarungsprotokoll konkretisiert ist;

5° "Koordinator": die natürliche Person, die durch den Flussvertrag zwecks der Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls und der Überwachung von dessen Durchführung bezeichnet und eingestellt wird;

6° "Vorbereitungsakte zum Flussvertrag": die vom Initiator anzulegende, für die Anerkennung des Flussvertrags durch den Minister unerlässliche Akte, in der die Zielsetzungen dargelegt werden, die die betroffenen Parteien durch die Schaffung des Flussvertrags zu erreichen beabsichtigen und in der sie die Mittel andeuten, die dafür einzusetzen sind. Sie enthält insbesondere die Verpflichtung einer jeden betroffenen Gemeinde und Provinz, die Ausarbeitungsphase des Vereinbarungsprotokolls während ihrer gesamten Dauer zu finanzieren;

7° "Arbeitsgruppen": die sich aus den zuständigen Verwaltungen, ehrenamtlichen Personen und Vertretern von Bürgervereinigungen, Gemeinden und Interkommunalen zusammensetzenden thematischen Gruppen, die dazu berufen sind, Vorschläge bezüglich spezifischer Probleme zu äußern;

8° "Initiator": die natürliche(n) oder juristische(n) Person(en), die den Entwurf eines Flussvertrags ausarbeitet(en) und bei denen es sich um (eine) lokale Behörde(n), Betreiber des Wasserkreislaufs oder Vereinigungen handeln kann;

9° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

10° "Vereinbarungsprotokoll": die von dem Koordinator des Entwurfs in Zusammenarbeit mit den Arbeitsgruppen und im Einvernehmen mit einer jeden im Flussvertrag vertretenen und vom Flussausschuss genehmigten Einrichtung erarbeitete Unterlage, in der die Zielsetzungen festgelegt werden, die jeder sich verpflichtet, innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren durchzuführen, und die darauf ausgerichtet sind, die vielfachen Funktionen und Verwendungen der Wasserläufe, ihrer Umgebung und der Wasserressourcen des betroffenen Zwischeneinzugsgebiets miteinander in Einklang zu bringen. Sie enthält die Verpflichtung einer jeden betroffenen Gemeinde, einer jeden betroffenen Provinz und der Wallonischen Region, die Durchführungsphase des Vereinbarungsprotokolls während ihrer gesamten Dauer zu finanzieren. Das vom Minister genehmigte Vereinbarungsprotokoll wird von den von der Funktion her zuständigen Ministern der zuständigen Verwaltungen und von allen Mitgliedern des Flussausschusses gemeinsam unterzeichnet.

Abschnitt 2 — Organisation des Flussvertrags

Art. R.46 - Jeder Flussvertrag besteht in einer Form, durch die die Rechtspersönlichkeit gewährt werden kann, deren einziger Gesellschaftszweck er darstellt.

Der Flussvertrag hat zum Zweck, neue Mitglieder aufzunehmen, und ist derart organisiert, dass der Beitritt oder die aktive Beteiligung von Personen, die von der nachhaltigen Bewirtschaftung des Wassers innerhalb des vom Flussvertrag gedeckten geographischen Gebiets betroffen sind, ermöglicht wird.

Der Flussausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Der Verwaltungsrat setzt sich auf repräsentative und proportionale Weise unter den Mitgliedern des Flussausschusses, den in Artikel D.32 § 1 Absatz 2 erwähnten Gruppen sowie dem Koordinator, sobald dieser gemäß dem in Artikel R.49 § 2 erwähnten Verfahren ernannt wurde, zusammen.

Der Koordinator ist das geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied für die tägliche Verwaltung und wird mit der Vertretung des Flussvertrags entgegen Dritter, wenn nötig innerhalb eines Büros, beauftragt.

Abschnitt 3 — Geographischer Anwendungsbereich

Art. R.47 - Das Zuständigkeitsgebiet eines Flussvertrags erstreckt sich auf die geographischen Grenzen eines seiner fünfzehn, in Artikel D.7 erwähnten Zwischeneinzugsgebiete.

Abschnitt 4 — Aufgaben der Flussverträge

Art. R.48 - § 1 - Im Rahmen ihrer Aufgaben zur Ausarbeitung und Durchführung des in Artikel D.32 erwähnten Vereinbarungsprotokolls und mittels der Konzertierung, der Sensibilisierung und der Information aller Benutzer des Flusses, werden die Flussverträge:

1° ein Grundstücksverzeichnis organisieren und dieses auf dem neuesten Stand halten;

2° zur Bekanntgabe der in den Artikeln D.1 und D.22 erwähnten Zielsetzungen beitragen und an der Durchführung dieser Zielsetzungen beteiligt sein;

3° zur Durchführung der Bewirtschaftungspläne je Wassereinzugsgebiet beitragen;

4° die Festlegung der Aktionen durch die in Artikel R.52 § 2 erwähnten Arbeitsgruppen fördern;

5° an der im Rahmen der in den Artikeln D.1 und D.22 erwähnten Ausarbeitung und Durchführung der Bewirtschaftungspläne je Wassereinzugsgebiet organisierten Öffentlichkeitsbefragung teilnehmen;

6° die Information und Sensibilisierung der lokalen Akteure und der innerhalb der geographischen Grenzen des Flussvertrags wohnhaften Bevölkerung insbesondere mittels Veranstaltungen und Veröffentlichungen gewährleisten;

7° auf Beschluss der Regierung im Hinblick auf eine Beteiligung an der integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs ihren Beitrag zur Durchführung spezifischer technischer Aufgaben gemäß der durch die Wallonische Region ausgearbeiteten Methoden leisten, wie etwa das in Artikel D.18 erwähnte Register der Schutzgebiete, die lokale Agenda 21 die in Artikel D.48 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten kommunalen Umwelt- und Naturförderungspläne, der am 9. Januar 2003 von der Regierung verabschiedete Plan zur Vorbeugung und Bekämpfung der Überschwemmungen und ihrer Auswirkungen auf die Geschädigten, die in Artikel 26 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehene Regelung zur aktiven Verwaltung;

8° die Überwachung der im Vereinbarungsprotokoll in Aussicht genommenen Aktionen gewährleisten.

§ 2 - Im Rahmen ihrer Sensibilisierungsarbeit wirken die Flussverträge in Synergie mit anderen zugelassenen Sensibilisierungsinstrumenten, insbesondere mit den in Artikel D. 21 und den nachfolgenden Artikeln des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen regionalen Zentren für Umwelterziehung ("CRIE" - "Centre régional d'Initiation à l'Environnement et à la Nature") und den im Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks erwähnten Naturparks.

Abschnitt 5 — Initialisierung des Flussvertrags

Art. R.51 - § 1 - Lokale Behörden, Betreiber des Wasserkreislaufs oder Vereinigungen können einen Initiator bezeichnen, der beauftragt ist, den Entwurf des Flussvertrags auszuarbeiten und den betroffenen Gemeinden und Provinzen des Zwischeneinzugsgebiets vorzuschlagen, sich diesem Entwurf anzuschließen.

Der Initiator legt anschließend eine Vorbereitungsakte zum Flussvertrag an, deren Mindestinhalt in der Anlage LV, Punkt A festgelegt wird. In dieser Akte werden die relevanten Merkmale der Liegenschaftsbeschreibung des in Artikel D.17 erwähnten Zwischeneinzugsgebiets angeführt.

§ 2 - Wenn mehrere betroffene Gemeinden oder die betroffene(n) Provinz(en) ihre Zustimmung zu der Vorbereitungsakte gegeben haben, reicht der Initiator diese bei der Verwaltung ein.

Nach Begutachtung durch den Beratungsausschuss für Wasser und auf Vorschlag der Verwaltung genehmigt der Minister gegebenenfalls die Vorbereitungsakte und die Schaffung des Flussvertrags.

In diesem Fall gibt er im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und insofern die in den Artikeln R.55 und R.56 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, seine Zustimmung zur Gewährung eines Zuschusses für die in den Artikeln R.52 und R.53 erwähnten Ausarbeitungsphase des Vereinbarungsprotokolls. Er stellt seinen Beschluss dem Initiator zu.

§ 3 - Sobald der Initiator die Zustellung des Beschlusses des Ministers erhalten hat, erledigt er die Formalitäten zur Gründung der juristischen Person, die der Flussvertrag darstellt, und in deren Satzungen, außer den Zuständigkeiten, die ihr speziell durch die Bestimmungen zufallen, die die gewählte Form der juristischen Person regeln, die in Artikel 48 erwähnten Aufgaben vorgesehen werden müssen. Der Flussausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung und nimmt gemäß den in Artikel 49 erwähnten Modalitäten die Bezeichnung des Koordinators vor.

Abschnitt 6 — Koordinator des Flussvertrags

Art. R.49 - § 1 - Der Koordinator ist Inhaber von mindestens einem Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder einem nichtuniversitären Hochschuldiplom langer Dauer, die beide eine theoretische Ausbildung von mindestens 300 Stunden im Umweltbereich mit fachübergreifendem Inhalt über die technischen Wissenschaften in Bezug auf die Umwelt enthalten oder durch diese ergänzt werden.

Er wird auf begründeten Beschluss vom Flussvertrag für die Ausarbeitung und Durchführung des Vereinbarungsprotokolls eingestellt. Der Koordinator wird im Rahmen eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge eingestellt.

§ 2 - Der Verwaltungsrat stellt ein Kollegium zusammen, das sich auf repräsentative Weise aus Mitgliedern des Flussausschusses, worunter die Verwaltung, zusammensetzt, um die Bezeichnung des Koordinators und der eventuellen beigeordneten Koordinatoren vorzunehmen. Das Kollegium bestimmt das gewünschte Profil des Koordinators und erlässt einen Bewerberaufruf. Das Kollegium nimmt eine erste Auswahl auf der Grundlage der *Curriculum vitae* der Bewerber und der erhaltenen Motivationsschreiben und eventuell einer schriftlichen Prüfung vor, auf die eine zweite Auswahl auf der Grundlage eines Gesprächs folgt. Der Flussausschuss befindet über die vom Kollegium festgelegte und vom Verwaltungsrat vorgeschlagene Rangordnung der ausgewählten Bewerber; er bezeichnet den Koordinator und den bzw. die eventuellen beigeordneten Koordinatoren.

Art. R.50 - § 1 - Der Koordinator arbeitet das Vereinbarungsprotokoll gemäß den in Artikel R.52 vorgesehenen Modalitäten aus und organisiert dessen Durchführung durch jeden der Unterzeichner.

§ 2 - Der Koordinator organisiert die Durchführung der in Artikel R.48 erwähnten und dem Flussvertrag zufallenden Aufgaben. Außerdem hat er als spezifische Aufgabe:

1° die Ausarbeitung des Grundstücksverzeichnisses zu organisieren und zu gewährleisten;

2° die Teilnahme des Flussvertrags an den Aktionen, in denen er Partner ist, sicherzustellen;

3° die Koordinierung und Überwachung der im Rahmen des Flussvertrags ausgeführten Aktionen zu gewährleisten und die Mitglieder über den Entwicklungsstand der Durchführung dieser Aktionen zu informieren;

4° zwischen allen Mitgliedern des Flussvertrags die Verbindung zu sichern und den Dialog zu fördern, insbesondere durch gegenseitige Absprachen und Informationsversammlungen;

5° sich zu vergewissern, dass die verschiedenen verpflichteten Akteure regelmäßig durch ihren Vertreter im Flussvertrag informiert werden;

6° eine Arbeitsdynamik durch die Belegung der Arbeitsgruppen zu gewährleisten;

7° den Beitritt neuer Mitglieder zum Flussvertrag anzustreben und zu fördern;

8° die Öffentlichkeit über den Flussvertrag und seine Aktionen zu informieren, insbesondere durch ein mindestens trimestrielles Mitteilungsblatt, und die Beziehungen zur Presse zu sichern;

9° die Verwaltungsaufgaben zu übernehmen.

§ 3 - Alle drei Monate versammelt die Verwaltung die Koordinatoren, um ihre Aufgaben zu umrahmen und zu koordinieren, insbesondere was die Durchführung der in den Artikeln D.1 und D.22 erwähnten Zielsetzungen und was die Ausarbeitung und Revision der in Artikel D.24 erwähnten Bewirtschaftungspläne je Wassereinzugsgebiet betrifft.

Abschnitt 7 — Vereinbarungsprotokoll

Art. R.52 - § 1 - Die Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls, einschließlich seiner Unterzeichnung, dauert höchstens drei Jahre ab der Zustellung des in Artikel R.51 § 2 erwähnten Beschlusses des Ministers.

§ 2 - Auf Vorschlag des Koordinators stellt der Flussausschuss Arbeitsgruppen über gezielte Themen zusammen, die den Bedürfnissen des vom Flussvertrag betroffenen Zwischeneinzugsgebiet angepasst sind, oder versammelt bestimmte Akteure. Jede der zuständigen Verwaltungen nimmt an diesen Arbeitsgruppen teil.

§ 3 - Der Koordinator erstellt ein Grundstücksverzeichnis gemäß der von der Verwaltung angegebenen Methodik.

Das Grundstücksverzeichnis enthält mindestens:

1° ein Feststellungsprotokoll über die Beschädigungen auf dem durch Beschluss des Flussausschusses bestimmten Teil des hydrographischen Netzes;

2° die Identifizierung und rangmäßige Einstufung der auf dem Teil des betroffenen hydrographischen Netzes verzeichneten und vom Flussausschuss genehmigten vorrangigen Daten;

3° die Information der Öffentlichkeit über die Ergebnisse des Verzeichnisses.

Während der Durchführungsphase des Grundstücksverzeichnisses übermitteln die Flussverträge der Verwaltung auf den ersten Antrag die im Rahmen des Grundstücksverzeichnisses gesammelten Rohdaten, um die der Öffentlichkeit gemäß Artikel D.20.15 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugänglichen einschlägigen Datenbanken und kartographischen Unterlagen für die Verwaltung der Wasserläufe zu vervollständigen.

Der Koordinator kann sich von ehrenamtlichen Personen oder einem oder mehreren Sachverständigen helfen lassen, die vom Flussausschuss bezeichnet werden.

Das Grundstücksverzeichnis wird in das Vereinbarungsprotokoll mit einbezogen.

§ 4 - Die Verwaltung bezieht die vorrangigen Daten des Grundstücksverzeichnisses in die Liegenschaftsbeschreibung des in Artikel D.17 erwähnten Zwischeneinzugsgebiets mit ein und berücksichtigt diese bei der Erstellung oder Revision des in Artikel D.24 § 2 erwähnten Bewirtschaftungsplans je Zwischeneinzugsgebiet und des in Artikel D.23 erwähnten Maßnahmenprogramms.

Auf der Grundlage der Vorbereitungsakte des Grundstücksverzeichnisses und der in dem in Artikel D.24 § 2 erwähnten Bewirtschaftungsplan je Zwischeneinzugsgebiet angeführten Daten erstellt der Koordinator den Entwurf eines Vereinbarungsprotokolls, in dem:

— an die verschiedenen lokalen Verwendungen des Wasserlaufs und seiner Umgebung, sowie an die repräsentativen Zweckdienlichkeiten dieser Verwendungen erinnert wird;

— die Wertelemente in Verbindung mit den Gewässern und ihrer Umgebung in dem betreffenden Gebiet angeführt werden;

— die gesamten, im gegenseitigen Einvernehmen sowohl im kurativen Bereich (vorhandene Lösungen gegen Belästigungen), als auch im präventiven Bereich (Erhaltung und Schutz der Wertelemente) verabschiedeten Vorschläge angeführt werden. Diese Vorschläge werden in das im Bewirtschaftungsplan je Zwischeneinzugsgebiet erstellten Maßnahmenprogramm mit einbezogen;

— im Einvernehmen mit jeder im Flussvertrag vertretenen Einrichtung die Liste der Aktionen erstellt wird, für die Einigungen erzielt werden konnten, unter Beifügung für jede dieser Aktionen: des schriftlichen Einverständnisses des Bauleiters, der verfolgten Zielsetzung(en), der erforderlichen Mittel (insbesondere in menschlicher, technologischer und vorschriftsmäßiger Hinsicht), der Finanzmittel, der Finanzierungsverpflichtungen, der Terminplanung und des Dringlichkeitsgrads;

— ein Programm zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit und der Schuleinrichtungen enthalten ist, insbesondere was die Rechte und Pflichten eines jeden in Bezug auf die erwähnten Zielsetzungen betrifft;

— die Beteiligungsmethoden und die allgemeine, in Aussicht genommene Methodik angegeben werden;

— die Tätigkeitsbereiche festgelegt werden, auf die sich das Aktionsprogramm bezieht;

— das wallonische Einzugsgebiet, das Zwischeneinzugsgebiet, sowie die Oberflächenwasserkörper, die Grundwasserkörper und das in Artikel D.18 erwähnte Verzeichnis der Schutzgebiete als Arbeits- und Bewertungsmaßstäbe in Betracht gezogen werden;

— die einzelnen, mit der Funktion des Flussvertrags verbundenen Haushaltsposten für die Durchführung des Vereinbarungsprotokolls, der jährliche Betrag der Verpflichtung einer jeden betroffenen Gemeinde oder Provinz und der jährliche Betrag des Zuschusses der Wallonischen Region in der Beteiligung an dessen Finanzierung angeführt werden.

§ 5 - Der Koordinator legt dem Flussausschuss jährlich spätestens bis zum 30. Juni einen Zwischenbericht vor, in dem die Entwicklung der Durchführung des Vereinbarungsprotokolls und die einzelnen angetroffenen Schwierigkeiten angeführt werden.

Die Arbeitsgruppen werden an der Ausarbeitung und Durchführung des Grundstücksverzeichnisses und des Vereinbarungsprotokolls unter der dynamischen Leitung des Koordinators beteiligt.

Art. R.53 - § 1 - Der Koordinator unterbreitet den Entwurf des Vereinbarungsprotokolls dem Flussausschuss zur Genehmigung und übermittelt den genehmigten Entwurf innerhalb von 32 Monaten ab der in Artikel R.51 § 2 erwähnten Zustellung des Beschlusses des Ministers der Verwaltung in vier Exemplaren.

Auf der Grundlage des von der Verwaltung abgegebenen Gutachtens genehmigt der Minister gegebenenfalls das Vereinbarungsprotokoll innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Entwurfs des Vereinbarungsprotokolls bei der Verwaltung. Er stellt dem betroffenen Flussvertrag seinen Beschluss zu.

§ 2 - Das vom Minister genehmigte Vereinbarungsprotokoll wird von dem Minister und von allen Mitgliedern des Flussausschusses gemeinsam unterzeichnet; die Letzteren verpflichten sich somit, alle Mittel einzusetzen, um die festgelegten Zielsetzungen innerhalb der im Vereinbarungsprotokoll eingeschätzten Fristen zu erreichen.

Wenn der Flussvertrag den Entwurf des Vereinbarungsprotokolls nicht innerhalb der in Artikel R.53 § 1 erwähnten maximalen Frist der Verwaltung vorgelegt hat, und wenn das Vereinbarungsprotokoll aus diesem Grund nicht innerhalb der in Artikel R.52 § 1 erwähnten Frist von drei Jahren vom Minister genehmigt werden konnte, wird die in § 3 erwähnte Gültigkeitsdauer des Vereinbarungsprotokolls um die überschüssige Dauer herabgesetzt. Der in Artikel R.55 erwähnte regionale Zuschuss wird in demselben Verhältnis verringert, wobei ein angebrochener Monat jedoch vollständig abgezogen wird.

§ 3 - Das Vereinbarungsprotokoll hat eine Gültigkeitsdauer von drei Jahren ab der in § 1 vorgesehenen Zustellung durch den Minister, nach deren Ablauf es für eine gleiche Dauer verlängert werden kann.

§ 4 - Der Koordinator gewährleistet die Bekanntmachung und Verbreitung des Vereinbarungsprotokolls in dem gesamten betroffenen Zwischeneinzugsgebiet. Die Informationen bezüglich der Flussverträge, die insbesondere das Vereinbarungsprotokoll eines jeden Flussvertrags enthalten, werden auf der Umweltportal-Webseite der Wallonischen Region und gegebenenfalls auf den Webseiten der Mitglieder des Flussvertrags verbreitet.

Abschnitt 8 — Bewertung der Aktion der Flussverträge und Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls

Art. R.54 - § 1 - Der Koordinator erstattet gemäß der Anlage LV, Punkt B einen jährlichen Tätigkeitsbericht und unterbreitet diesen dem Flussausschuss zur Genehmigung. Die innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets bestehenden Flussverträge erstellen einen koordinierten Tätigkeitsbericht. Der Bericht wird der Verwaltung spätestens bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres übermittelt.

§ 2 - Während des dritten Jahres der Durchführung des Vereinbarungsprotokolls nimmt der Koordinator die Bewertung der Aktionen und ihre Aktualisierung, sowie die Reaktualisierung des in Artikel R.52 §§ 3 und 4 erwähnten Grundstücksverzeichnisses vor und bereitet einen Entwurf zur Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls vor, der eine Aktualisierung des Grundstücksverzeichnisses enthält. Der Verwaltungsrat unterbreitet diesen Entwurf dem Flussausschuss zur Genehmigung.

§ 3 - Der genehmigte Entwurf wird der Verwaltung spätestens bis zum 22. August des dritten Jahres der Gültigkeit des Vereinbarungsprotokolls unterbreitet. Die Verwaltung nimmt die Bewertung der Aktion des Flussvertrags nach folgenden Kriterien vor:

- die konkreten Auswirkungen der Aktion der Flussverträge auf die Qualität des Wassers und der Umgebung der betroffenen Wasserläufe;
- die Dynamik der Arbeitsgruppen und die Bilanz ihrer Aktion;
- die Anzahl und das Ausmaß der geplanten Aktionen und die Anzahl und das Ausmaß der durchgeführten Aktionen;
- die Qualität des Grundstücksverzeichnisses;
- die Bestätigung, dass die Repräsentativität einer jeden der in Artikel D.32 erwähnten Gruppen innerhalb des Flussausschusses und des Verwaltungsrats tatsächlich besteht und dass keine Gruppe den anderen gegenüber vorherrscht;
- die Einhaltung des Profils und des Verfahrens zur Auswahl des Koordinators, die in Artikel R.49 erwähnt werden.

Auf Vorschlag der Verwaltung gibt der Minister gegebenenfalls seine Zustimmung zur Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls; er stellt seinen Beschluss dem betroffenen Flussvertrag zu. Wenn der Minister seine Zustimmung gibt, wird das Vereinbarungsprotokoll ab dem 22. Dezember des betroffenen Jahres verlängert.

Die Vereinbarungsprotokolle werden am 22. Dezember 2010 und anschließend ab diesem Datum alle drei Jahre wieder verlängert.

Abschnitt 9 — Finanzierung der Flussverträge und Bedingungen zur Gewährung der Zuschüsse

Art. R.55 - § 1 - Die Finanzierung der Funktion der Flussverträge kann von folgenden Einrichtungen übernommen werden:

- der Wallonischen Region;
- der(den) Provinz(en);
- den Gemeinden;
- jedem anderen Partner, der bestrebt ist, die Aktionen des Flussvertrags finanziell zu unterstützen.

§ 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den Flussverträgen einen jährlichen Zuschuss gewähren, durch den ihre Funktion gewährleistet werden kann und dessen Höchstbetrag je Zwischeneinzugsgebiet in der Anlage LV, Punkt C festgelegt wird. Die Berechnung des Zuschusses besteht aus der Summe eines Pauschalbetrags von € 60.000 und eines variablen, alle drei Jahre revidierbaren Betrags, der mittels eines Koeffizienten Einwohner/Fläche des vom Flussvertrag gedeckten Gebiets von 50%/50% berechnet wird.

Der in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Höchstbetrag wird jedes Jahr der Entwicklung des Gesundheitsindex angepasst, wobei als Referenz der Gesundheitsindex von Januar 2008: 107,85 (Basis 2004 = 100) gilt.

Die Funktionskosten umfassen:

- 1° die Ausgaben für das Personal, worunter das Gehalt des Koordinators, und gegebenenfalls für die Konsultation von Sachverständigen;
- 2° die Verbrauchs- und Materialkosten für die Durchführung der in den Artikeln R.48 und R.50 § 2 erwähnten Aufgaben, insbesondere der Sensibilisierung der Öffentlichkeit;
- 3° die der Nutzung der Infrastrukturen anhaftenden Kosten.

§ 3 - Damit der Flussvertrag zuschussberechtigt ist, muss er in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen bestehen.

Der in § 2 erwähnte Zuschuss kann ein erstes Mal für die Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls, deren Dauer in Artikel R.52 § 1 festgelegt wird, gewährt werden. Der Minister fasst den Erlass zur Gewährung des Zuschusses innerhalb von dreißig Tagen ab der Veröffentlichung in den Anlagen des *Belgischen Staatsblatt* der Satzungen der juristischen Person, die der Flussvertrag darstellt.

Anschließend wird der Zuschuss für die in Artikel R.53 § 2, Absatz 3 erwähnte Durchführungsdauer des Vereinbarungsprotokolls gewährt. Der Minister fasst den Erlass zur Gewährung des Zuschusses gleichzeitig mit seiner Genehmigung des Vereinbarungsprotokolls gemäß Artikel R.53 § 2.

§ 4 - Der Prozentsatz des jährlichen Zuschusses wird auf 70% der in § 2 betroffenen Kosten zu Lasten der Wallonischen Region und auf 30% der Kosten zu Lasten der Gemeinden und der betroffenen Provinz(en) festgelegt.

Der regionale Teil des Zuschusses wird durch die Zahlungen der Gemeinden und der betroffenen Provinz(en) bedingt.

Der Minister unterteilt den Höchstbetrag des Funktionszuschusses nach Zwischeneinzugsgebieten, gegebenenfalls zwischen den Flussverträgen eines selben Zwischeneinzugsgebiets, und gewährt die Gesamtheit oder einen Teil dieses Betrags im Verhältnis zur Wichtigkeit des betroffenen Flussvertrags, die unter Berücksichtigung der Bevölkerung und der vom Flussvertrag gedeckten Fläche eingeschätzt wird.

§ 5 - Die Flussverträge können zusätzliche Beihilfen zu ihrem Funktionszuschuss für die Durchführung von Aktionen in Verbindung mit den in den Artikeln R.48 und R.50 §§ 1 und 2 beschriebenen Aufgaben beziehen. Diese zusätzlichen Finanzierungen, einschließlich der europäischen Mitfinanzierungen, können aus dem privaten oder öffentlichen Sektor stammen.

§ 6 - Der regionale Zuschuss wird jährlich nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag mit einem Höchstbetrag von 50% des Zuschusses bei der Zustellung der Zuschussgewährung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung;

2° ein zweiter Teilbetrag mit einem Höchstbetrag von 30% des Zuschusses spätestens am 30. September des bezuschussten Jahres gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung und unter Beifügung eines Zwischenberichts über die Tätigkeiten, eines Rechnungsberichts und der Abschriften des Zahlungsbelegs der verpflichteten Gemeinden und/oder der Provinzen;

3° der Restbetrag des Zuschusses wird spätestens am 31. März des Jahres, das auf das bezuschusste Jahr folgt, ausgezahlt, gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung der Belege des Zuschusses, des jährlichen Tätigkeitsberichts und der Jahresabrechnungen gemäß der Anlage LV, Punkt B. Der Bericht und die Jahresabrechnungen müssen vom Flussausschuss genehmigt werden.

§ 7 - In dem in Artikel R.53 § 3 Absatz 2 erwähnten Fall wird der Betrag des regionalen Zuschusses im Verhältnis zur Verringerung der Gültigkeitsdauer des ersten Vereinbarungsprotokolls herabgesetzt.

Art. R.56 - Die Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls und des Zuschusses unterliegt der in Artikel R.54 vorgesehenen Bewertung. Im Falle einer negativen Bewertung kann der Minister beschließen, die Finanzierung des betroffenen Flussvertrags für einen von ihm bestimmten Zeitraum zu verringern oder zu streichen. Der Zuschuss kann lediglich unter der Bedingung verlängert werden, dass der Entwurf zur Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls spätestens an dem in Artikel R.54 § 3 festgelegten Datum bei der Verwaltung eingereicht wurde.»

KAPITEL III — *Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 3 - In Abweichung von Artikel R.47 des Wassergesetzbuches kann der Minister die Erhaltung mehrerer, innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets bestehender Flussverträge bis zum 22. Dezember 2010 zulassen.

Innerhalb von neunzig Tagen, die auf das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgen, kann von einem oder mehreren, innerhalb desselben Zwischeneinzugsgebiets gelegenen Flussverträgen ein begründeter Antrag auf Abweichung beim Minister eingereicht werden.

Der Minister holt die Stellungnahme des oder der anderen Flussverträge des Zwischeneinzugsgebiets ein. Auf Gutachten des Beratungsausschusses für Wasser und auf Vorschlag der Verwaltung fasst der Minister innerhalb von hundert Tagen ab dem Eingang des Antrags seinen Beschluss. Er berücksichtigt insbesondere die Unterschiedlichkeiten in den umweltbezogenen und sozialwirtschaftlichen Zusammenhängen und in der Fläche und Anzahl Einwohner des Einzugsgebiets.

Wenn der Minister die Erhaltung mehrerer Flussverträge innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets zulässt, einigen sich die Koordinatoren über ihre Arbeitsmethode (Grundstücksverzeichnisse, Festlegung gemeinsamer Zielsetzungen, Durchführung koordinierter Aktionen, usw.), um sich auf logische und einheitliche Weise der Durchführung der Vereinbarungsprotokolle anzuschließen.

Die Flussverträge, deren Erhaltung innerhalb eines selben Zwischeneinzugsgebiets der Minister verweigert, oder deren zeitweilig gewährte Abweichung abgelaufen ist, müssen innerhalb einer Frist von acht Monaten ab der Zustellung der Verweigerung oder des Ablaufs der zeitweiligen Abweichung fusionieren. Die Ablaufrist des Vereinbarungsprotokolls nach der Fusion entspricht der Ablaufrist des Vereinbarungsprotokolls des auf Ebene des Zwischeneinzugsgebiets abgeschlossenen Flussvertrags oder in Ermangelung dessen der am weitesten zurückliegenden Ablaufrist der Vereinbarungsprotokolle der bereits vorher bestehenden Flussverträge, ohne dass das Datum des 22. Dezember 2010 überschritten werden darf. Der Minister passt die Berechnung des in Artikel R.55 erwähnten Betrags des Zuschusses dementsprechend an.

Art. 4 - Die bestehenden Flussverträge richten sich innerhalb einer Frist von acht Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nach den in den Artikeln R.46 und R.49 des Wassergesetzbuches sub Artikel 2 enthaltenen Bestimmungen. Die natürliche Person, die am Datum des 1. Januar 2008 im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags von einem Flussvertrag eingestellt wird, der die Form einer juristischen Person mit Rechtspersönlichkeit hat, deren einziger Gesellschaftszweck er darstellt, wird von dem in Artikel R.49 § 2 des Wassergesetzbuches sub Artikel 2 erwähnten Auswahlverfahren freigestellt, insofern sie dem in Artikel R.49 § 1 des Wassergesetzbuches sub Artikel 2 verlangten Profil entspricht.

Im Hinblick auf die in Artikel R.54 § 3 des Wassergesetzbuches erwähnte Verlängerung der Vereinbarungsprotokolle am Datum des 22. Dezember 2010 reicht jeder Flussvertrag spätestens bis zum 22. August 2010 bei der Verwaltung einen Entwurf zur Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls gemäß Artikel R. 54 des Wassergesetzbuches sub Artikel 2 ein.

In Abweichung von Artikel R.53 § 2 des Wassergesetzbuches sub Artikel 2 bleiben die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abgeschlossenen Flussverträge während der ursprünglich festgelegten Gültigkeitsdauer weiterhin anwendbar, ohne dass das Datum des 22. Dezember 2010 überschritten werden darf.

Die Flussverträge, deren Vereinbarungsprotokoll im Jahre 2009 oder 2010 abläuft, können dessen Verlängerung beim Minister ersuchen, sodass es erst am 22. Dezember 2010 verlängert werden kann. Der Minister kann die Verlängerung gewähren, nachdem er überprüft hat, dass der betroffene Flussvertrag sich an die Verpflichtungen der Artikel R.46 und R.49 des Wassergesetzbuches gehalten hat und, was die Flussverträge betrifft, die einen regionalen Zuschuss aufgrund des Artikels R.55 § 2 des Wassergesetzbuches beziehen, dass die betroffenen Gemeinden und Provinzen ihre Zustimmung dazu gegeben haben, den Flussvertrag in einem angemessenen Verhältnis bis zum 22. Dezember 2010 weiterhin zu finanzieren.

Der Betrag des regionalen Zuschusses wird im Verhältnis zu der in Anwendung des vorliegenden Artikels vorgenommenen Erhöhung oder Herabsetzung der Dauer des Vereinbarungsprotokolls erhöht oder herabgesetzt.

Art. 5 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird folgende Anlage LV hinzugefügt:

«Anlage LV

Bestimmungen bezüglich der Flussverträge

A. Mindestinhalt der Vorbereitungsakte zum Flussvertrag.

Die in Artikel R.51 erwähnte Vorbereitungsakte zum Flussvertrag enthält mindestens folgende Elemente:

- 1° eine Vorstellung des Initiators;
- 2° die Bezeichnung des betroffenen Zwischeneinzugsgebiets oder des von dem Projekt betroffenen Teils des Zwischeneinzugsgebiets, sowie die Liste der Gemeinden, auf deren Gebiet es (er) sich befindet;
- 3° eine bibliographische Studie über die bestehende Lage;
- 4° eine genaue Beschreibung des ursprünglichen Zustands des betroffenen hydrographischen Netzes, die aufgrund der verfügbaren Daten erstellt wird;
- 5° eine Zusammenfassung der lokalen Interessen und Probleme, die für die Einrichtung eines Flussvertrags sprechen;
- 6° den Beschluss der Gemeinderäte, sich dem Flussvertrag anzuschließen und diesen für die Dauer der Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls zu finanzieren;
- 7° das Gutachten der Provinzkollegien, das in den Beschlüssen der Provinzkollegien über die Akte enthalten ist, wenn die Provinzen beteiligt sind;
- 8° den Vermerk der für die Schaffung des Flussvertrags gewählten Vereins- oder Gesellschaftsform und den Entwurf der Satzungen der juristischen Person;
- 9° die Art und die Ergebnisse der gesamten, bereits eingeleiteten Konsultationen;
- 10° die vorhandenen lokalen Strukturen, die akzeptieren, als Vermittlungsstellen für die Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls zu dienen, sowie deren Mittel (logistische, technische, wissenschaftliche, finanzielle Unterstützungen);
- 11° die Angabe der einzelnen, mit der Funktion des Flussvertrags verbundenen Haushaltsposten während der Ausarbeitung des Entwurfs des in Artikel 52, § 1 erwähnten Vereinbarungsprotokolls, die Angabe des jährlichen Betrags der Verpflichtung einer jeden betroffenen Gemeinde und Provinz in der Beteiligung an dessen Finanzierung während der Dauer der Ausarbeitung des Vereinbarungsprotokolls;
- 12° die Beschreibung der Tätigkeitsbereiche des Flussvertrags;
- 13° die Festlegung des Arbeitsrahmens: allgemeine Methodik, Arbeitsprogramm und Beteiligungsmethode;
- 14° die genaue Zusammensetzung des Flussausschusses unter Angabe der in Artikel D.32 § 1 Absatz 2 erwähnten Gruppen.

B. Jährlicher Tätigkeitsbericht.

Der jährliche Tätigkeitsbericht enthält mindestens:

- 1° den allgemeinen Entwicklungsstand der Aufgaben des Flussvertrags;
- 2° die Anzahl der für das abgelaufene Jahr vorgesehenen Aktionen;
- 3° die Anzahl und den Umfang der in dem abgelaufenen Jahr tatsächlich durchgeführten, je nach ihrer ursprünglichen Planung im Programm eingeordneten Aktionen (dieses Jahr, die vorhergehenden Jahre oder außerhalb des Programms);
- 4° eine kurze Zusammenfassung einer jeden ausgeführten (abgeschlossenen oder laufenden) Aktion;
- 5° die Einsetzung und den Entwicklungsstand des Grundstücksverzeichnisses, der Dateneingabe und der Kartographie;
- 6° die Abfassung eines Mitteilungsblatts unter den Mitgliedern des Flussvertrags;
- 7° die Belegung und die Sensibilisierung der breiten Öffentlichkeit und von Zielgruppen;
- 8° eine Presseschau;
- 9° die gezielten Themen der Arbeitsgruppen und den Entwicklungsstand der Arbeiten;
- 10° die Anzahl und die Daten der Zusammenkünfte zwischen den Gemeindegremien und dem (den) Provinzialkollegium (ien), der Büroversammlungen, der Arbeitsgruppen, der Versammlungen des Flussausschusses;
- 11° die Zusammenfassung der während des abgelaufenen Jahres beobachteten positiven und negativen Aspekte, die sowohl die Durchführung der Projekte, als auch die entwickelte allgemeine Methodik betreffen, wie beispielsweise die Beteiligungsquote und die Schwierigkeiten zur Durchführung gewisser Projekte;
- 12° die Festlegung von Lösungen, die vom Flussausschuss zur Verbesserung der Ergebnisse des Flussvertrags empfohlen werden (Abhilfeschläge für die kommenden Jahre);
- 13° eine Tabelle der durchgeführten Studien, die mindestens deren Bezeichnung, Verfasser, verfolgten Zielsetzungen und erzielten Ergebnisse enthält;
- 14° die vom Flussausschuss genehmigte Aufstellung der während des abgelaufenen Jahres getätigten Ausgaben je nach den verschiedenen Haushaltsposten (Personal, Fahrten, Betriebskosten, Vergabe von Aufträgen, Information, Sensibilisierung);
- 15° die vom Flussausschuss genehmigten, für die verschiedenen Posten im Haushaltsplan aufgenommenen voraussichtlichen Beträge des folgenden Jahres.

Dem Jahresbericht werden als Anlage beigefügt:

- 1° die Personalien der effektiven Teilnehmer an den Sitzungen der Gemeindegremien und des (der) Provinzialkollegiums (ien), des Verwaltungsrats, an den Arbeitsgruppen, an den Sitzungen der Generalversammlung des Flussvertrags;
- 2° die Protokolle dieser Sitzungen auf Papier und Datenträger;
- 3° ein Exemplar aller vom Flussvertrag verfassten und verbreiteten Unterlagen in Sachen Information und Sensibilisierung, wie beispielsweise alle Wurfungen und Informationsbroschüren.

C. Betrag der regionalen Funktionszuschüsse je Zwischeneinzugsgebiet:

Zwischeneinzugsgebiet	Jährlicher Höchstbetrag des regionalen Teils des Funktionszuschusses * (Euro)
Amel	95.167,49
Dender	89.796,63
Dyle-Gette	113.621,74
Schelde-Leie	105.829,86
Haine	129.564,30
Lesse	100.463,39
Maas stromaufwärts	133.240,63
Maas stromabwärts	193.601,39
Mosel	83.511,78
Oise	2.312,41
Ourthe	122.497,21
Sambre	176.904,03
Semois-Chiers	117.570,47
Senne	98.935,35
Weser	102.983,32
INSGESAMT	1.666.000,00

* Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel.

Der regionale Teil des Zuschusses wird durch die Zahlungen der Gemeinden und der betroffenen Provinz(en) bedingt.»

Art. 6 - Das ministerielle Rundschreiben vom 20. März 2001 über die Zulässigkeitsbedingungen und die Ausarbeitungsmodalitäten von Flussabkommen in der Wallonischen Region wird außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - Artikel D.32 des Buches II des Umweltgesetzbuches tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 13. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4587

[2008/204605]

13 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de riviercontracten

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, meer bepaald op artikel D.32 ervan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2008;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 25 juni 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 juni 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.049/4, uitgebracht op 18 september 2008;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de riviercontracten*

Artikel 1. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden volgende bewoordingen opgenomen onder titel IV "Coördinatie-actie" :

« HOOFDSTUK I. — *Maatregelenprogramma en beheersplan* »

Art. 2. In Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden volgende bepalingen ingevoegd na artikel R.44 :

« HOOFDSTUK II. — *Riviercontracten**Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

Art. R.45. Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

1° "bestuur" : het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water;

2° "bevoegde besturen" : Departement Leefmilieu van het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het Departement Natuur en Bossen van het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, het operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie, het Commissariaat-generaal voor Toerisme, het operationele Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen;

3° "riviercomité" : algemene vergadering van het riviercontract;

4° "riviercontract" : vereniging van personen, opgericht als rechtspersoon met de rechtspersoonlijkheid die op vrijwillige basis alle actoren samenbrengt die betrokken zijn bij het duurzame waterbeheer in het betrokken stroomgebied en waaraan vorm wordt gegeven via een protocolakkoord;

5° "coördinator" : natuurlijke persoon die aangewezen en in dienst genomen is door het riviercontract om het protocolakkoord neer te schrijven en erover te waken dat het wordt uitgevoerd;

6° "voorbereidend dossier voor het riviercontract" : dossier dat samengesteld moet worden door de initiatiefnemer en die onontbeerlijk is voor de erkenning van het riviercontract door de Minister, waarbij de doelstellingen uiteengezet worden die de betrokken partijen vooropstellen met de oprichting van het riviercontract en waarbij de middelen om dat doel te bereiken uiteengezet worden. Het bevat meer bepaald de verbintenis van elke betrokken gemeente en provincie om de fase van uitwerking van het protocolakkoord gedurende de gehele duur ervan te financieren;

7° "werkgroepen" : themagroepen bestaande uit de bevoegde besturen, vrijwilligers en vertegenwoordigers van verenigingen van burgers, gemeenten en intercommunales die voorstellen willen uitwerken over specifieke vraagstukken;

8° "initiatiefnemer" : natuurlijke of rechtspersoon (-personen) die een ontwerp-riviercontract neerschrijft (-schrijven) en die één of meer plaatselijke besturen kunnen zijn, interveniënten in de watercyclus of verenigingen;

9° "Minister" : de Minister bevoegd voor Waterbeleid;

10° "protocolakkoord" : document, neergeschreven door de projectcoördinator in samenwerking met de werkgroepen, en in overleg met elke instelling die in het riviercontract vertegenwoordigd is en dat goedgekeurd wordt door het riviercomité, met vaststelling van de doelstellingen waartoe elkeen zich verbindt in een periode van drie jaar en waarbij de veelvuldige functies en gebruiken van de waterloop, de oevers en de watervoorraden van het betrokken onderstroomgebied met elkaar verzoend worden. Het bevat meer bepaald de verbintenis van elke betrokken gemeente en provincie en van het Waalse Gewest om de fase van uitwerking van het protocolakkoord gedurende de gehele duur ervan te financieren. Het protocolakkoord goedgekeurd door de Minister wordt gezamenlijk ondertekend door de vakministers van de bevoegde besturen en door alle leden van het riviercomité.

Afdeling 2. — Organisatie van het riviercontract

Art. R. 46. Elk riviercontract wordt opgericht in een vorm die de toekenning van de rechtspersoonlijkheid mogelijk maakt waarvan het het enige maatschappelijke doel is.

Het riviercontract strekt ertoe nieuwe leden op te nemen en wordt zo georganiseerd dat de aansluiting of de actieve deelname van personen, betrokken bij het duurzame waterbeheer op het geografische grondgebied van het riviercontract, mogelijk wordt gemaakt.

Het riviercomité vergadert minstens twee keer per jaar.

Onder de leden van het riviercomité wordt de raad van bestuur representatief en proportioneel samengesteld uit de groepen waarvan sprake in artikel D.32., § 1, lid 2, evenals uit de coördinator zodra deze aangewezen is volgens de procedure waarvan sprake in artikel R.49, § 2.

De coördinator is de afgevaardigd bestuurder voor het dagelijks bestuur en is belast met de vertegenwoordiging van het riviercontract ten opzichte van derden, desnoods in het bureau.

Afdeling 3. — Geografisch toepassingsgebied

Art. R.47. Het bevoegdheidsgebied van een riviercontract beantwoordt aan de gegografische grenzen van één van de vijftien onderstroomgebieden waarvan sprake in artikel D.7.

Afdeling 4. — Opdrachten van de riviercontracten

Art. R.48. § 1. In het kader van hun taak bestaande uit het neerschrijven en het uitvoeren van het protocolakkoord waarvan sprake in artikel D.32 en via overleg, sensibilisering en informatieverlening aan alle gebruikers van de rivier zijn de riviercontracten verantwoordelijk voor :

1° de organisatie en de bijwerking van een terreininventaris;

2° het bijdragen tot het kenbaar maken van de doelstellingen waarvan sprake in de artikelen D.1 en D.22 en de deelname aan de verwezenlijking van die doelstellingen;

3° de bijdrage tot de uitvoering van de beheersplannen per stroomgebied;

4° de vlottere overschakeling op acties door de actiegroepen waarvan sprake in artikel R.52, § 2;

5° de deelname aan de georganiseerde raadpleging van het publiek in het kader van de uitwerking en de uitvoering van de beheersplannen per stroomgebied en bedoeld in de artikelen D.1 en D.22;

6° de informatieverlening aan en de sensibilisering van de plaatselijke actoren en van de bevolking die verblijft binnen de geografische grenzen van het riviercontract, meer bepaald via evenementen en publicaties;

7° de bijdrage, op beslissing van de Regering, met het oog op een deelname aan het geïntegreerde beheer van de watercyclus, aan de uitvoering van specifieke technische taken volgens werkwijzen van het Waalse Gewest, zoals het register van de beschermde gebieden waarvan sprake in artikel D.18, de plaatselijke agenda 21, de gemeentelijke plannen voor het leefmilieu en het natuurbeheer waarvan sprake in artikel D.48 van Boek I van het Milieuwetboek, het plan ter voorkoming en bestrijding van de overstromingen en hun gevolgen op de slachtoffers (plan P.L.U.I.E.S.), aangenomen door de Waalse Regering op 9 januari 2003, de actieve beheersregeling waarvan sprake in artikel 26 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud;

8° de opvolging van de acties waarvan sprake in het protocolakkoord.

§ 2. In hun sensibiliseringsarbeid handelen de riviercontracten samen met de andere erkende sensibiliseringsinstrumenten, meer bepaald de regionale centra voor initiatie tot het leefmilieu waarvan sprake in de artikelen D.21 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek en de natuurparken bepaald bij het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken.

Afdeling 5. — Initialisering van het riviercontract

Art. R.51. § 1. Plaatselijke besturen, interveniënten in de watercyclus of verenigingen kunnen een initiatiefnemer aanwijzen die belast is met de uitwerking van een ontwerp-riviercontract en het voorleggen van een voorstel aan de betrokken gemeenten en provincies van het onderstroomgebied om bij dat project aan te sluiten.

De initiatiefnemer stelt vervolgens een voorbereidend dossier voor het riviercontract samen waarvan de minimuminhoud vastgesteld is in bijlage LV, punt A. Dat dossier neemt de relevante gegevens van de omschrijving van het onderstroomgebied waarvan sprake in artikel D.17 op.

§ 2. Indien meerdere gemeenten en de betrokken provincie(s) ingestemd hebben met het voorbereidend dossier, dient de initiatiefnemer dat dossier in bij het bestuur.

Na advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Commissie van Advies voor Water) en op voorstel van het Bestuur keurt de Minister in voorkomend geval het voorbereidend dossier en de oprichting van het riviercontract goed.

In dat geval stemt hij in met de toekenning van een subsidie voor het neerschrijven van het protocolakkoord waarvan sprake in de artikelen R.52 en R.53 binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en voor zover de voorwaarden waarvan sprake in de artikelen R.55 en R.56 vervuld zijn.

Hij geeft kennis van zijn dossier aan de initiatiefnemer.

§ 3. Onmiddellijk na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de Minister voert de initiatiefnemer de formaliteiten uit voor de oprichting van de rechtspersoon gevormd door het riviercontract waarvan het statuut naast de bevoegdheden die het inzonderheid toegewezen krijgt overeenkomstig de bepalingen waaronder de gekozen rechtspersoon valt, de opdrachten moet vernoemen waarvan sprake in artikel R.48. Het riviercomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast en wijst de coördinator aan volgens de werkwijze bedoeld in artikel R.49.

Afdeling 6. — Coördinator van het riviercontract

Art. R.49. § 1. De coördinator is minstens houder van een universitair diploma van de tweede cyclus of van het hoger niet-universitair onderwijs van het lange type, waarbij elk van die opleidingen bestaat uit of aangevuld is met een theoretische opleiding van minstens 300 uur in het vakgebied leefmilieu met een pluridisciplinaire inhoud met betrekking tot de leefmilieuwetenschappen of -technieken.

Hij wordt in dienst genomen op een gemotiveerde beslissing van het riviercontract voor het neerschrijven en de uitvoering van het protocolakkoord. De coördinator wordt in dienst genomen onder een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 over de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. De raad van bestuur bestaat uit een jury, representatief samengesteld uit de leden van het riviercomité waaronder het bestuur, om de coördinator en de eventuele adjunct-coördinatoren aan te wijzen. De jury bepaalt het gewenste profiel van de coördinator en doet een oproep tot het indienen van kandidaturen. De jury verricht een eerste selectie op grond van de *curricula vitae* van de kandidaten en de ontvangen motivatieschrijven en eventueel op grond van een schriftelijk examen gevolgd door een tweede selectie op grond van een mondeling onderhoud. Het riviercomité spreekt zich uit over de rangschikking van de geselecteerde kandidaten, vastgesteld door de jury en voorgedragen door de raad van bestuur; hij wijst de coördinator en de eventuele adjunct-coördinator(en) aan.

Art. R.50. § 1. De coördinator schrijft het protocolakkoord neer volgens de werkwijze waarvan sprake in artikel R.52 en voorziet in de uitvoering ervan door alle ondertekenende partijen.

§ 2. De coördinator voorziet in de uitvoering van de opdrachten die vallen onder het riviercontract en waarvan sprake in artikel R.48. Hij heeft daarnaast als specifieke opdracht :

- 1° de organisatie en de uitvoering van de terreininventaris;
- 2° de deelname van het riviercontract aan de acties waarin het partner is;
- 3° de coördinatie en de opvolging van de acties gevoerd in het raam van het riviercontract en de informatieverstrekking aan de leden over de voortgang in de uitvoering van die acties;
- 4° de verbinding en de aansporing tot een vlottere dialoog tussen alle leden van het riviercontract, meer bepaald via overleg en informatievergaderingen;
- 5° zich ervan vergewissen dat de diverse betrokken actoren regelmatig ingelicht worden door hun vertegenwoordiger in het riviercontract;
- 6° het totstandbrengen van een arbeidsdynamiek door de animatie van de werkgroepen;
- 7° zoeken naar nieuwe leden en ze ertoe aansporen bij het riviercontract aan te sluiten;
- 8° het riviercontract verspreiden, alsook de acties ervan, met name door minstens elk kwartaal een nieuwsbrief te verspreiden en de relaties met de pers verzorgen;
- 9° de administratieve taken op zich nemen.

§ 3. Het bestuur brengt de coördinatoren van de riviercontracten om de drie maanden bijeen om hun opdrachten te begeleiden en te coördineren, meer bepaald wat betreft de uitvoering van de doelstellingen waarvan sprake in artikelen D.1 en D.22 en de uitwerking en de herziening van de beheersplannen per stroomgebied waarvan sprake in artikel D.24.

Afdeling 7. — Protocolakkoord

Art. R.52. § 1. De uitwerking van het protocolakkoord, met inbegrip van de ondertekening ervan, duurt maximum drie jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing van de Minister waarvan sprake in artikel R.51, § 2.

§ 2. Op voorstel van de coördinator stelt het riviercomité werkgroepen samen op grond van welbepaalde thema's die afgesteld zijn op de behoeften van het onderstroomgebied betrokken bij het riviercontract of verenigen welbepaalde actoren. De administraties nemen deel aan elk van die werkgroepen.

§ 3. De coördinator stelt een terreininventaris op volgens de methode bepaald door het Bestuur.

De terreininventaris omvat minstens :

- 1° een vaststelling van verloederings op het deel van het stroomgebied bepaald bij beslissing van het riviercomité;
- 2° de oplijsting van de prioritaire gegevens waarvan de inventaris is opgemaakt op het deel van het betrokken stroomgebied en goedgekeurd door het riviercomité;
- 3° de informatieverstrekking aan het publiek over de resultaten van de inventaris.

Tijdens de fase waarin de terreininventaris wordt opgemaakt, verstrekken de riviercontracten het bestuur op diens eerste verzoek de brutogegevens die zijn ingezameld in het kader van de terreininventaris om de krachtens artikel D.20.15 van Boek I van het Milieuwetboek voor het publiek toegankelijke gegevensbanken en relevante kaartdocumenten voor het beheer van de waterlopen aan te vullen.

De coördinator kan bijgestaan worden door vrijwilligers of één of meerdere deskundigen aangewezen door het riviercomité.

De terreininventaris wordt in het protocolakkoord opgenomen.

§ 4. Het bestuur neemt de prioritaire gegevens van de terreininventaris op in de omschrijving van het onderstroomgebied waarvan sprake in artikel D.17 en houdt er rekening mee bij de opstelling of de herziening van het beheersplan per onderstroomgebied waarvan sprake in artikel D.24, § 2, en van het maatregelenprogramma waarvan sprake in artikel D.23.

Op basis van het voorbereidingsdossier, de terreininventaris en de gegevens opgenomen in het beheersplan per onderstroomgebied waarvan sprake in artikel D.24, § 2, stelt de coördinator een ontwerp van protocolakkoord op waarin :

- gewezen wordt op de verschillende plaatselijke gebruiksvormen van de waterloop en de oevers, alsook op de belangen die verweven zijn met die gebruiksvormen;
- een opsomming wordt gegeven van de waardevolle elementen verbonden aan het aquatisch milieu en aan de omgeving ervan in het overwogen gebied;
- de gezamenlijke voorstellen worden gemaakt, in overleg aangenomen in de bestrijding (verhelpen van de bestaande hinder) en in de preventie (instandhouding en bescherming van de waardevolle elementen). Die voorstellen worden opgenomen in het maatregelenprogramma vastgesteld in het beheersplan per stroomgebied;
- de lijst wordt opgemaakt, in overleg met elke instelling die in het riviercontract vertegenwoordigd is, van de acties waarover overeenstemming is bereikt, met voor elk ervan : het schriftelijk akkoord van elke bouwheer, de nagestreefde doelstelling(en), de noodzakelijke middelen (onder meer menselijke, technologische en regelgevende), de financiële behoeften, de financieringsverbintenissen, de planning en het dringend karakter;
- een programma opgenomen is voor de sensibilisering van het publiek en de schoolinstellingen, met name wat betreft de rechten en plichten van elkeen in verband met de beoogde doelstellingen;
- de participatiemethodes en de te volgen algemene methodologie omschreven worden;
- de activiteitsgebieden omschreven worden waarop het actieprogramma betrekking zal hebben;
- het Waalse stroomgebied, het onderstroomgebied en de oppervlaktewaterlichamen, de ondergrondse waterlichamen en het register van de beschermde gebieden waarvan sprake in artikel D.18 als referentiële werk- en beoordelingschaal worden beschouwd;
- de begrotingsposten in detail opgenomen worden, gebonden aan de werking van het riviercontract voor de uitvoering van het protocolakkoord, evenals het jaarlijks bedrag van de verbintenis van elke betrokken gemeente en provincie en het jaarlijks bedrag van de subsidie van het Waalse Gewest in de participatie aan de financiering ervan.

§ 5. De coördinator maakt het riviercomité jaarlijks, uiterlijk 30 juni, een tussentijds verslag over waarin de evolutie in de uitvoering van het protocolakkoord en de gerezen problemen in detail worden aangegeven.

De werkgroepen worden betrokken bij de uitwerking en de uitvoering van de terreininventaris en het protocolakkoord onder de dynamische leiding van de coördinator.

Art. R.53. § 1. De coördinator legt het ontwerp van protocolakkoord ter goedkeuring voor aan het riviercomité en maakt het goedgekeurde ontwerp over aan het bestuur in vier exemplaren binnen de 32 maanden na de kennisgeving van de beslissing van de Minister waarvan sprake in artikel R.51, § 2.

Op grond van het advies gegeven door het bestuur keurt de Minister in voorkomend geval het protocolakkoord goed binnen de dertig dagen na ontvangst van het ontwerp van protocolakkoord door het bestuur. Hij geeft kennis van zijn beslissing aan het betrokken riviercontract.

§ 2. Het protocolakkoord, goedgekeurd door de Minister, wordt gezamenlijk ondertekend door de Minister en door alle leden van het riviercomité; laatstgenoemden verbinden zich ertoe alle middelen in te zetten om de doelstellingen te bereiken vastgesteld in de termijnen geraamd door het protocolakkoord.

Als het riviercontract het ontwerp van protocolakkoord niet aan het bestuur heeft voorgelegd binnen de maximumtermijn waarvan sprake in artikel R.53, § 1, en het protocolakkoord om die reden niet door de Minister goedgekeurd is kunnen worden binnen de termijn van drie jaar waarvan sprake in artikel R.52, § 1, wordt de duur van de geldigheid van het protocolakkoord waarvan sprake in § 3, met de overschreden duurtijd verminderd. De gewestelijke subsidie waarvan sprake in artikel R.55 wordt verhoudingsgewijs verminderd, waarbij een aangevangen maand evenwel volledig afgetrokken wordt.

§ 3. Het protocolakkoord heeft een geldigheidsduur van drie jaar te rekenen van de kennisgeving door de Minister, waarvan sprake in § 1, na afloop waarvan het verlengd kan worden met eenzelfde termijn.

§ 4. De coördinator zorgt voor de bekendmaking en de verspreiding van het protocolakkoord in het gehele betrokken onderstroomgebied. Inlichtingen in verband met de riviercontracten, met inbegrip van met name het protocolakkoord van elk riviercontract, wordt op de portaal-site Leefmilieu van het Waalse Gewest en, in voorkomend geval, op de websites van het riviercontract bekend gemaakt.

Afdeling 8. — Beoordeling van de actie van de riviercontracten en verlenging van het protocolakkoord

Art. R.54. § 1. De coördinator stelt een jaarlijks activiteitenverslag op overeenkomstig bijlage LV, punt B, en legt het ter goedkeuring voor aan het riviercomité. Alle riviercontracten die deel uitmaken van eenzelfde onderstroomgebied werken een gecoördineerd activiteitenverslag uit. Het goedgekeurde verslag wordt uiterlijk 31 maart van het volgende jaar aan het bestuur overgemaakt.

§ 2. Gedurende het derde jaar van uitvoering van het protocolakkoord beoordeelt de coördinator de acties en stelt ze bij; daarnaast werkt hij de terreininventaris bij waarvan sprake in artikel R.52, §§ 3 en 4, en bereidt een ontwerp voor ter verlenging van het protocolakkoord dat een bijwerking van de terreininventaris bevat. De raad van bestuur legt dat ontwerp ter goedkeuring voor aan het riviercomité.

§ 3. Het goedgekeurde project wordt uiterlijk 22 augustus van het derde jaar van rechtsgeldigheid van het protocolakkoord aan het bestuur voorgelegd. Het bestuur beoordeelt de daden van het riviercontract volgens volgende criteria :

— de concrete resultaten van het optreden van de riviercontracten op de kwaliteit van het water en het leefmilieu van en in de betrokken waterlopen;

— de dynamiek van de werkgroepen en de balans van hun daden;

— het aantal en de omvang van de geprogrammeerde acties en het aantal en de omvang van de verwezenlijkte acties;

— de kwaliteit van de terreininventaris;

— het nagaan of er een daadwerkelijke representativiteit is van elkeen van de groepen waarvan sprake in artikel D.32 in het riviercomité en in de raad van bestuur, en of geen enkele groep de anderen overheerst;

het in acht nemen van het profiel en de selectieprocedure van de coördinator waarvan sprake in artikel R.49.

Op de voordracht van het bestuur verleent de Minister in voorkomend geval zijn instemming met de verlenging van het protocolakkoord; hij geeft kennis van zijn beslissing aan het betrokken riviercontract. Als de Minister zijn instemming verleent, wordt het protocolakkoord verlengd te rekenen vanaf 22 december van het betrokken jaar.

De protocolakkoorden worden verlengd tot 22 december 2010, daarna om de drie jaar vanaf die datum.

Afdeling 9. — Financiering van de riviercontracten en voorwaarden voor de toekenning van de subsidies

Art. R.55. § 1. De financiering van de werking van de riviercontracten kan worden overgenomen door :

— het Waalse Gewest;

— de provincie(s);

— de gemeenten;

— elke andere partner die de acties van het riviercontract financieel wil ondersteunen.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister de riviercontracten een jaarlijkse subsidie verlenen waarbij hun werking gewaarborgd wordt, waarvan het maximumbedrag per onderstroomgebied vastgesteld wordt in bijlage LV, punt C. De berekening van de subsidie is een optelsom van een forfaitair bedrag van € 60.000 en van een variabel bedrag dat om de drie jaar herzien kan worden, berekend aan de hand van een ratio inwoners/oppervlakte van het grondgebied vallend onder het riviercontract van 50 %/50 %.

Het maximumbedrag waarvan sprake in vorig lid wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van de gezondheidsindex, met als referentie de gezondheidsindex van januari 2008 : 107,85 (basis 2004 = 100).

De werkingskosten omvatten :

1° de personeelskosten, waaronder de wedde van de coördinator en in voorkomend geval de raadpleging van deskundigen;

2° de kosten voor consumptie en benodigdheden met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten waarvan sprake in de artikelen R.48 en R.50, § 2, en meer bepaald de sensibilisering van het publiek;

3° de lasten die verbonden zijn aan de bezetting van de infrastructuren.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de toekenning van een subsidie wordt een riviercontract opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel in de zin van de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

De subsidie waarvan sprake in § 2 kan een eerste keer toegekend worden voor het neerschrijven van het protocolakkoord waarvan de duur bepaald is in artikel R.52, § 1. De Minister neemt het besluit tot toekenning van de subsidie binnen de dertig dagen na de bekendmaking van de statuten van de rechtspersoon gevormd door het riviercontract in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*.

De subsidie wordt vervolgens toegekend voor de duur van de uitvoering van het protocolakkoord waarvan sprake in artikel R.53, § 2, lid 3. De Minister neemt het besluit tot toekenning van de subsidie en keurt tegelijk het protocolakkoord goed overeenkomstig artikel R.53, § 2.

§ 4. Het percentage van de jaarlijkse subsidie wordt vastgesteld op 70 % van de kosten waarvan sprake in § 2 ten laste van het Waalse Gewest en op 30 % ten laste van de betrokken gemeenten en provincie(s).

Het gewestelijk subsidie-aandeel is verbonden aan de voorwaarde dat de betrokken gemeenten of provincie(s) hun betalingen uitvoeren.

De Minister deelt het maximumbedrag van de werkingssubsidie per onderstroomgebied in voorkomend geval op tussen de riviercontracten van éénzelfde onderstroomgebied en kent dat bedrag geheel of gedeeltelijk toe afhankelijk van het aandeel van elk betrokken riviercontract dat geraamd wordt in functie van de bevolking en de oppervlakte die het contract bestrijkt.

§ 5. De riviercontracten kunnen in aanmerking komen voor tegemoetkomingen bovenop hun werkingssubsidie voor de uitvoering van acties in verband met de opdrachten omschreven in de artikelen R.48 en R.50, §§ 1 en 2. Die aanvullende financieringen kunnen afkomstig zijn van de privé- of de openbare sector, met inbegrip van de Europese medefinancieringen.

§ 6. De gewestelijke subsidie wordt jaarlijks op volgende wijze vereffend :

1° een eerste schijf, met een maximumbedrag van 50 % van de subsidie bij de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie op voorlegging van een oprecht en waarachtig verklaarde schuldvorderingsaangifte;

2° een tweede schijf, met een maximumbedrag van 30 % van de subsidie, uiterlijk 30 september van het gesubsidieerde jaar na voorlegging van een oprecht en waarachtig verklaarde schuldvorderingsaangifte die tegelijk met het tussentijds activiteitenverslag, een boekhoudkundig verslag en afschriften van het betalingsbewijs van de deelnemende gemeenten en/of de provincies wordt ingediend;

2° het saldo van de subsidie wordt uiterlijk vereffend op 31 maart van het jaar volgend op het jaar van de subsidie, na voorlegging van een oprecht en waarachtig verklaarde schuldvorderingsaangifte die tegelijk met de bewijsstukken van de subsidie, het jaarlijks activiteitenverslag en de jaarrekeningen wordt ingediend overeenkomstig bijlage LV, punt B. Het verslag en de jaarrekeningen moeten door het riviercomité goedgekeurd worden.

§ 7. In het geval waarvan sprake in artikel R.53, § 3, lid 2, wordt het bedrag van de gewestelijke subsidie teruggebracht in verhouding tot de vermindering van de geldigheidsduur van het eerste protocolakkoord.

Art. R.56. De verlenging van het protocolakkoord en van de subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan de beoordeling waarvan sprake in artikel R.54. Bij een negatieve beoordeling kan de Minister beslissen dat de financiering van het betrokken riviercontract voor een door hem bepaalde periode verminderd of geschrapt wordt. De subsidie kan enkel verlengd worden op voorwaarde dat het ontwerp van verlenging van het protocolakkoord bij het bestuur uiterlijk is ingediend op de datum bepaald in artikel R.54, § 3. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 3. In afwijking van artikel R.47 van het Waterwetboek kan de Minister toelaten dat meerdere bestaande riviercontracten in éénzelfde onderstroomgebied behouden blijven tot 22 december 2010.

Binnen negentig dagen na inwerkingtreding van dit besluit kan een met redenen omklede afwijkingaanvraag bij de Minister ingediend worden door één of meerdere riviercontracten gelegen in hetzelfde onderstroomgebied.

De Minister wint het advies in van het (de) andere riviercontract(en) van het onderstroomgebied. Na advies van de Wateradviescommissie en op voorstel van het bestuur neemt de Minister zijn beslissing binnen de honderd dagen na ontvangst van de aanvraag. Hij houdt meer bepaald rekening met de verscheidenheid aan randvoorwaarden inzake leefmilieu, samenleving en economie en met de oppervlakte en het aantal inwoners van het stroomgebied.

Indien de Minister toelaat dat meerdere riviercontracten behouden blijven in eenzelfde onderstroomgebied, plegen de coördinatoren overleg over hun werkmethodes (terreininventarissen, omschrijving van gemeenschappelijke doelen, uitvoering van gecoördineerde acties) om de protocolakkoorden logisch en eenvormig uit te voeren.

De riviercontracten die de Minister weigert te behouden in eenzelfde onderstroomgebied of bij verstrijken van de hen toegestane tijdelijke afwijking moeten fuseren binnen een termijn van acht maanden te rekenen van de kennisgeving van de weigering of van het verstrijken van de tijdelijke afwijking. De vervalddag van het protocolakkoord na de fusie is de vervalddag van het protocolakkoord van het riviercontract opgericht op het niveau van het onderstroomgebied of, bij ontstentenis, de verst in de toekomst liggende vervalddag van de protocolakkoorden van de reeds bestaande riviercontracten, zonder de datum van 22 december 2010 te mogen overschrijden. De Minister past de berekening van het bedrag van de subsidie waarvan sprake in artikel R.55 dienovereenkomstig aan.

Art. 4. De bestaande riviercontracten voegen zich naar de bepalingen vervat in de artikelen R.46 en R.49 van het Waterwetboek sub artikel 2, binnen een termijn van acht maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit. De natuurlijke persoon die op datum van 1 januari 2008 met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur in dienst wordt genomen door een riviercontract opgericht in de vorm van een rechtspersoon met de rechtspersoonlijkheid waarvan dat contract het enige maatschappelijke doel is, wordt vrijgesteld van de selectie waarvan sprake in artikel R.49, § 2, van het Waterwetboek voor zover hij beantwoordt aan het profiel vereist in artikel R.49, § 1, van het Waterwetboek sub artikel 2.

Met het oog op de verlenging van de protocolakkoorden op datum van 22 december 2010 waarvan sprake in artikel R.54, § 3, van het Waterwetboek dient elk riviercontract uiterlijk op 22 augustus 2010 een ontwerp van verlenging van het protocolakkoord bij het bestuur in overeenkomstig artikel R.54 van het Waterwetboek sub artikel 2.

In afwijking van artikel R.53, § 2, van het Waterwetboek sub artikel 2 blijven de riviercontracten gesloten vóór inwerkingtreding van dit besluit van toepassing tijdens de initieel vastgelegde geldigheidsduur, zonder de datum van 22 december 2010 te mogen overschrijden.

De riviercontracten waarvan het protocolakkoord verstrijkt in 2009 of in 2010 kunnen de verlenging ervan aanvragen bij de Minister zodat ze pas op 22 december 2010 verlengd worden. De Minister kan de verlenging toestaan na te hebben nagegaan of het betrokken riviercontract zich geschikt heeft naar de verplichtingen van de artikelen R.46 en R.49 van het Waterwetboek en voor de riviercontracten die in aanmerking komen voor een gewestelijke subsidie krachtens artikel R.55, § 2, van het Waterwetboek, of de betrokken gemeenten en provincies ingestemd hebben met de verhoudingsgewijze verdergezette financiering van het riviercontract tot 22 december 2010.

Het bedrag van de gewestelijke subsidie wordt vermeerderd of verminderd in verhouding tot de verlenging of de inkorting van de duur van het protocolakkoord, doorgevoerd overeenkomstig dit artikel.

Art. 5. Er wordt in het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, een bijlage LV als volgt toegevoegd :

« Bijlage LV

Bepalingen betreffende de riviercontracten

A. Minimuminhoud van het voorbereidend dossier voor het riviercontract.

Het voorbereidend dossier voor het riviercontract waarvan sprake in artikel R.51 omvat minstens volgende gegevens :

- 1° een presentatie van de initiatiefnemer;
 - 2° de aanwijzing van het betrokken onderstroomgebied of van het vak van het onderstroomgebied betrokken bij het project en de lijst van de gemeenten op het grondgebied waarvan hij/zij gelegen is;
 - 3° een bibliografisch onderzoek betreffende de bestaande toestand;
 - 4° een omschrijving van de oorspronkelijke toestand van het betrokken stroomgebied, opgesteld op grond van de beschikbare gegevens;
 - 5° een samenvatting van de plaatselijke belangen of problemen die aanzetten tot de invoering van een riviercontract;
 - 6° de beraadslaging en het besluit van de gemeenteraden waarbij beslist wordt aan te sluiten bij een riviercontract en dit contract te financieren voor de duur van het neerschrijven van het protocolakkoord;
 - 7° het advies van de provinciecolleges, opgenomen in de beraadslagingen en besluiten van de provinciecolleges op het dossier als de provincies eraan deelachtig zijn;
 - 8° de vermelding van de vorm, als vereniging of vennootschap, die gekozen is voor de oprichting van het riviercontract en de ontwerp-statuten van de rechtspersoon;
 - 9° de aard en de resultaten van de gezamenlijke, reeds aangevatte raadplegingen;
 - 10° de bestaande lokale structuren die als doorgeefluik willen optreden voor het neerschrijven van het protocolakkoord en hun middelen (logistieke, technische, wetenschappelijke, financiële steun);
 - 11° de gedetailleerde vermelding van de begrotingsposten in verband met het riviercontract tijdens het neerschrijven van het ontwerp van protocolakkoord waarvan sprake in artikel R.52, § 1, het jaarlijks bedrag van de verbintenis van elke betrokken gemeente en provincie in de deelname aan de werking ervan gedurende de duur van het neerschrijven van het protocolakkoord;
 - 12° de omschrijving van de activiteitengebieden van het riviercontract;
 - 13° de omschrijving van het grotere verband : algemene werkmethode, werkprogramma en deelnamemethode;
 - 14° de juiste samenstelling van het riviercomité waarin de groepen waarvan sprake in artikel D.32, § 1, lid 2, gedetailleerd opgenomen zijn.
- B. Jaarlijks activiteitenverslag.
- Het jaarlijks activiteitenverslag bevat minstens :
- 1° de algemene voortgang van de opdrachten van het riviercontract;
 - 2° het aantal acties voorzien voor het afgelopen jaar;
 - 3° het aantal en de omvang van de in het afgelopen jaar daadwerkelijk uitgevoerde acties, gerangschikt in functie van de aanvankelijke planning in het programma (dat jaar, de vorige jaren of buiten het programma om);
 - 4° een korte samenvatting van elke gevoerde actie (beëindigd of lopende);
 - 5° de invoering en de voortgang van de terreinventaris, de invoering van de gegevens en de opstelling van de kaartdocumenten;
 - 6° de opstelling van een verbindingsbrief tussen de leden van het riviercontract;
 - 7° de animaties en de sensibilisering van het brede publiek en de doelgroepen;
 - 8° een persoverzicht;
 - 9° de thema's van de werkgroepen en de voortgang van de werkzaamheden;
 - 10° het aantal en de data's van de ontmoetingen met de gemeente- en provinciecolleges, van de vergaderingen van het Bureau, de werkgroepen, van de vergaderingen van het riviercomité;
 - 11° de samenvatting van de positieve en negatieve punten waargenomen tijdens het afgelopen jaar, met betrekking tot zowel de uitvoering van de projecten en de tot stand gebrachte algemene werkmethode, zoals het deelnamecijfer en de moeilijkheden bij de uitvoering van sommige projecten;
 - 12° het voorstellen van oplossingen voorgedragen door het riviercomité voor betere resultaten van het riviercontract (voorstellen tot verhelping voor de komende jaren);
 - 13° een tabel van de gevoerde onderzoeken, waarbij minstens hun opschrift, auteur, de nagestreefde doelstellingen en de verkregen resultaten opgenomen worden;
 - 14° het overzicht van de uitgaven verricht tijdens het afgelopen jaar volgens de verschillende begrotingsposten (personeel, verplaatsingen, werkingen, onderaanneming, voorlichting, sensibilisering), goedgekeurd door het riviercomité;
 - 15° de previsionele bedragen van het volgende jaar, gebudgetiseerd voor de verschillende posten, goedgekeurd door het riviercomité.

In bijlage bij het jaarverslag worden gevoegd :

1° de adresgegevens van de daadwerkelijke deelnemers aan de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges, van de raad van bestuur, aan de werkgroepen, aan de vergaderingen van de algemene vergadering van het riviercontract;

2° de notulen, op papier en elektronische informatiedrager, van die vergaderingen;

3° een exemplaar van alle documenten opgesteld en verspreid door het riviercontract inzake voorlichting en sensibilisering, zoals dozen en plaatjes.

C. Bedrag van de gewestelijke werkingssubsidies per onderstroomgebied :

Onderstroomgebied	Maximim jaarlijks bedrag van het gewestelijk aandeel in de werkingssubsidie * (euro)
Amblève/Amel	95.167,49
Dender	89.796,63
Dijle-Gete	113.621,74
Schelde-Leie	105.829,86
Haine	129.564,30
Lesse	100.463,39
Maas stroomopwaarts	133.240,63
Maas stroomafwaarts	193.601,39
Moesel	83.511,78
Oise	2.312,41
Ourthe	122.497,21
Samber	176.904,03
Semois-Chiers	117.570,47
Zenne	98.935,35
Vesder	102.983,32
TOTAAL	1.666.000,00

* Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Het gewestelijk subsidieaandeel is verbonden aan de voorwaarde dat de betrokken gemeenten of provincie(s) hun betalingen uitvoeren. »

Art. 6. De ministeriële omzendbrief van 20 maart 2001 betreffende de toelaatbaarheidscriteria en de uitwerkingsmodaliteiten voor de riviercontracten in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel D.32 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN